

LE PROBLÈME NATIONAL ET INTERNATIONAL DU BLÉ

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 21 mai 1931, à 14 heures

PAR

Henry LAMOR

Licencié ès Lettres

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY

Président : M. AFTALION, professeur
Suffragants : MM. RIST, professeur
MAUNIER, professeur

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge
PARIS

—
1931

THESE POUR LE DOCTORAT

LE PROBLÈME NATIONAL ET INTERNATIONAL DU BLÉ

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 21 mai 1931, à 14 heures

PAR

Henry LAMOR

Licencié ès Lettres
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY

Président : M. AFTALION, professeur

Suffragants : MM. RIST, professeur
MAUNIER, professeur

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge
PARIS

1931

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

En 1798, dans son « Essai sur le Principe de la Population », Malthus jetait un cri d'alarme. La population, disait-il, a une tendance à suivre une progression géométrique et à doubler tous les 25 ans, tandis que la production des moyens de subsistance ne peut s'accroître, pendant la même période, que d'une unité, selon une progression arithmétique.

L'humanité était, par suite, condamnée, sinon à périr, du moins à souffrir les pires maux, si elle n'acceptait pas de se plier à une discipline capable de refréner son instinct de reproduction.

Mais, au ^{xix}^e siècle, une révolution s'est accomplie dans le monde économique. L'économie traditionnelle à base surtout agricole, a cédé la place à une économie beaucoup plus complexe où l'industrie et le commerce jouent un rôle prépondérant, et la proposition de Malthus n'a pas été confirmée. Bien plus, les termes pourraient en être renversés.

La population mondiale, en effet, est passée de 750 millions d'habitants en 1761 à 1.951 millions en 1929, augmentation considérable, mais peu en rapport avec les prévisions pessimistes de Malthus.

Au contraire, la tendance de la production industrielle à suivre une progression géométrique a

entraîné un déséquilibre fréquent entre l'offre et la demande et des crises de surproduction sont revenues périodiquement en 1857, en 1864, en 1873, en 1880, en 1890, en 1900, en 1907, en 1920 et en 1929.

Stanley Jevons pensait que ces crises provenaient des changements dans la production agricole, dus à l'intensité des taches du soleil. Il est impossible d'accepter cette hypothèse. L'étude très approfondie des crises de surproduction (1) a montré que l'origine devait plutôt en être recherchée dans les conditions de la production industrielle capitaliste elle-même.

Les prix de certains produits agricoles peuvent bien être influencés par les crises de surproduction industrielle, mais les crises des produits agricoles sont indépendantes des crises industrielles. Elles ne présentent ni la même périodicité, ni la même généralité.

L'histoire la plus ancienne nous révèle une alternance des années d'abondance et des années de disette. Mais la famine atteignait rarement tous les pays à la fois et des régions surproductrices voisinaient avec des contrées défavorisées. Le développement des moyens de communication et des échanges a mis en relation les différentes régions d'un pays, les pays d'un même continent et les continents eux-mêmes. L'excédent de la production des uns a pu combler le déficit des autres.

De plus, les découvertes scientifiques qui avaient

(1) A. Aftalion. Les crises périodiques de surproduction. T. I, p. 24 à 28 ; T. II, p. 221 à 232, p. 356 et suiv.

favorisé l'industrie, ont permis également l'amélioration de la production agricole. Grâce au machinisme et à l'emploi d'engrais chimiques, la culture s'est intensifiée dans les pays de vieille civilisation, producteurs depuis de nombreux siècles. Sans doute, ce développement de la production n'aurait pas suffi à écarter de l'Europe le danger de la famine, car la loi des rendements moins que proportionnels reste vraie en agriculture. Mais les terres vierges des pays neufs, sur lesquelles Malthus ne comptait pas, ont été mises progressivement en culture et permettent l'espoir d'énormes récoltes futures.

Dans les conditions normales des échanges et au rythme actuel de l'accroissement de la population, la disette ne peut plus théoriquement menacer le monde avant plusieurs siècles. La conclusion de Malthus se réalisera peut-être, mais avec un retard qui donnera à la science le temps de parer à ses conséquences. Aujourd'hui, le présent nous préoccupe seul, et le péril qui menace le monde n'est pas la famine, mais la surproduction des produits agricoles.

Il est possible qu'une crise industrielle coïncide avec une crise de la plus grande partie des produits agricoles. C'est précisément la caractéristique de la crise de 1929 qui menace d'être la plus grave de toutes celles dont le monde a souffert jusqu'à nos jours. Mais il ne peut y avoir là qu'une coïncidence, car les différences sont trop profondes entre les con-

ditions de la production industrielle, et celles de la production agricole.

L'agriculteur n'est pas, comme l'industriel, le maître absolu de sa production. D'après l'orientation de la demande, l'industriel peut diriger son offre. S'il se trompe, s'il exagère ses prévisions en période de prospérité, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même de la surproduction, conséquence de ses erreurs.

L'agriculteur doit, au contraire, compter avec une collaboratrice très capricieuse : la Nature ; et la responsabilité de la surproduction incombe tout autant à cette dernière qu'à l'homme qui cultive une superficie toujours plus considérable de terre avec des moyens techniques sans cesse améliorés. Les mêmes méthodes appliquées dans les mêmes conditions ne donnent pas toujours en agriculture les mêmes résultats.

Des progrès très sérieux ont été réalisés aux Etats-Unis dans le sens des prévisions des récoltes, par la collaboration de l'agronomie, de la géologie, de la statistique et de la météorologie (2).

Les anciennes prévisions, trop subjectives ont été remplacées par des méthodes expérimentales, soit sur le terrain, soit au laboratoire. Le temps est prévu quelques mois à l'avance et par certaines comparaisons entre les conditions météorologiques des années

(2) Cf. A. Aftalion : Le Problème des prévisions économiques aux Etats-Unis. *Revue d'Economie politique*, 1927, p. 833 et suiv.

M. Machali. Prévisions du rendement du blé, d'après les éléments météorologiques (Paris 1930), p. 30 et suiv.

antérieures avec les rendements des récoltes, on dégage des formules mathématiques grâce auxquelles un rendement approximatif peut être indiqué. Des corrections sont faites d'après les lois de la croissance des plantes dans un milieu donné.

Ces prévisions sont néanmoins trop limitées dans le temps et dans l'espace pour que l'agriculteur puisse espérer, de longtemps encore, adapter la production aux besoins avec une certaine précision. Or, pour qu'une crise puisse être périodique, il faut que la production soit réglée ; il y a des crises de surproduction en agriculture ; il n'y a pas eu encore de crises périodiques.

Les crises agricoles qui ne suivent pas le même rythme que les crises industrielles, n'ont pas, non plus la même étendue.

Par suite de la liaison très étroite des divers marchés mondiaux, la crise industrielle s'étend peu à peu à tous les pays et à tous les produits.

La crise agricole au contraire est le plus souvent localisée à un pays et à un produit. Il faut à ce point de vue distinguer dans la production agricole les produits spéciaux à quelques pays (produits alimentaires ou matières premières nécessaires à l'industrie) et les produits universellement cultivés.

Les produits alimentaires spéciaux à quelques pays proviennent de plantations arbustives et ne sont pas en général considérés comme des produits de première nécessité. Ce sont eux qui ont à supporter les crises les plus difficiles parce que l'adaptation de l'offre à la demande est très lente à revenir, une

fois l'équilibre rompu, et que l'élévation des prix pendant la restriction de l'offre décourage la demande qui se tourne facilement vers des produits de remplacement. Les deux exemples les plus célèbres d'une telle crise, "purement locale, furent, au début du vingtième siècle, la crise viticole française et la crise brésilienne du café.

Quant aux produits agricoles nécessaires à l'industrie (lin ou chanvre dans la zone tempérée, coton ou caoutchouc dans la zone tropicale, par exemple) leur production est dirigée dans une large mesure par les besoins de l'industrie correspondante, et la solution de la crise est souvent liée à la solution de la crise de l'objet manufacturé.

Il en est autrement pour un produit agricole universellement cultivé, tel que le blé, base de l'alimentation « des hommes civilisés ». La surproduction locale, peut dans ce cas être facilement réduite par l'exportation vers les pays consommateurs ; mais la surproduction mondiale revêt un certain caractère de généralité qui permet la comparaison avec la surproduction d'un produit industriel. Le déséquilibre qui se produit entre la production et les besoins préoccupe, en effet, à la fois les pays exportateurs contraints d'offrir leur blé au-dessous du coût de production et les pays importateurs soucieux de défendre leur agriculture nationale, sans léser les intérêts du consommateur. Cependant l'étendue de la crise est le seul point commun entre la crise du blé et la crise d'un produit industriel. Jamais jusqu'à présent on n'a constaté dans la surproduction du blé

un caractère périodique régulier. L'écart entre deux années de très forte production par rapport à la moyenne des années antérieures a varié, en France de 1850 à 1929 entre deux et huit ans (3).

L'accroissement de la production coïncide avec une crise industrielle en 1857-58, en 1863-64, en 1890, en 1900, en 1907 et en 1929 ; mais il est d'autres fois absolument indépendant : en 1854, 1874, 1882, 1894, 1903, 1909, 1921, 1925.

La surproduction du blé qui coïncide avec une crise industrielle aggrave celle-ci en raison de l'abaissement du pouvoir d'achat des agriculteurs. Mais celle qui intervient pendant une période de prospérité générale ne provoque pas une crise de surproduction des autres produits agricoles ou des produits industriels.

Malgré ce caractère d'indépendance des crises du blé par rapport aux autres crises, leur étude n'en est pas moins une source d'enseignement.

L'étude particulière de la situation actuelle très grave pour les producteurs des pays exportateurs nous offre un problème nouveau auquel des solutions nouvelles devront être appliquées.

Malgré un rendement médiocre, nous trouvons, en face d'une consommation individuelle en diminution, une progression régulière des superficiesensemencées et de la production. D'après le libre jeu des lois économiques la crise devrait se dénouer par l'a-

(3) Statistique agricole annuelle. Ministère de l'Agriculture, 1927, p. 180 et suiv.

bandon de la culture par les entreprises les plus faibles ; mais laisser agir des lois naturelles c'est demeurer dans un état d'anarchie contraire aux principes d'organisation des entreprises agricoles ou industrielles.

La réglementation de la production, l'organisation du stockage en période d'abondance assureraient l'agriculteur contre les irrégularités que réserve l'action de la nature, et préviendraient les nouvelles crises de surproduction qui ne manqueront pas de revenir avec plus de régularité qu'auparavant au fur et à mesure que les conditions de la production agricole se rapprocheront des conditions de la production industrielle.

Cette organisation a été tentée sans succès par les pays exportateurs d'Amérique et d'Australie ; son action devrait être plus efficace dans les pays importateurs.

A côté de cet aspect local du problème où chaque pays cherche sa propre défense se découvre un point de vue plus général, européen, créé par la situation lamentable des paysans de l'Europe Centrale et Orientale.

Enfin, en présence d'une offensive économique de l'U.R.S.S. c'est la protection de tous les pays capitalistes qui doit être envisagée.

Ces faces diverses de la question, après un exposé de la situation actuelle de la production et de la consommation mondiale du blé, constituent l'ensemble du problème qui fait l'objet de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

LA PRODUCTION

Par suite de l'extension de la culture du blé, et de son amélioration dans les pays où elle existait déjà, la superficie des terres ensemencées et la production se sont accrues dans une proportion très forte entraînant une crise de surproduction et un renversement d'un aspect de la théorie de la rente de Ricardo.

I. — *La théorie de la Rente et la production du blé*

Originaire des flancs arides des monts de la Palestine, le blé s'est adapté à toutes les qualités de sol et à tous les climats depuis l'équateur jusqu'au soixante-quatrième degré de latitude Nord.

Mais tous les terrains ne sont pas également favorables à son développement parce qu'ils sont d'inégale fertilité.

Cette inégalité vient de causes diverses :

1° De la composition géologique du sol.

Les terres siliceuses donnent les pires rendements et les qualités les plus mauvaises.

Dans les terrains rocaillieux poussent des blés excellents, très riches en gluten, mais le rendement est naturellement médiocre.

Les plus beaux rendements de blé sont donnés par les sols profonds et riches en azote tels que la zone des limons des plaines de l'Europe Occidentale et Centrale ; les Terres Noires de l'U.R.S.S., les loess de la Mandchourie, les alluvions des plaines de l'Indus et du Gange, l'humus des prairies du Canada et des Etats-Unis, les pampas de l'Argentine, les plaines du sud-est de l'Australie.

En dehors de ces régions de « terres à blé », pour obtenir un rendement égal, des frais de production doubles sont nécessaires (1).

2° De l'épuisement des terres.

Les sols des grandes zones de production eux-mêmes ne conservent pas indéfiniment la même fertilité. Ils s'épuisent vite, car le blé exige beaucoup d'azote. Il faut, ou bien laisser de temps en temps la terre en jachères, ou bien pratiquer l'assolement triennal (racines pivotantes et légumineuses) et régénérer le sol par l'emploi d'engrais : phosphates, superphosphates, potasse, chaux, nitrates.

Il s'en suit une élévation considérable des frais

(1) E. de Felcour. L'aspect social du problème du blé. Rev. Ec. Rurale, janv.-fév. 1929.

de production sur les terres ainsi régénérées et une grande différence dans le prix de revient d'un quintal de blé dans les plaines du Nord de la France ou de l'Italie et d'un quintal produit dans les terres vierges du Canada ou de l'Argentine, riches de tous les éléments fertilisants accumulés en elles depuis des siècles (2).

3° Du mode de Culture.

Les pays qui possèdent des étendues limitées de terres cultivables en blé (tous les pays de l'Europe occidentale et particulièrement l'Allemagne, le Danemark et l'Angleterre) cherchent par tous les moyens techniques l'accroissement du rendement à l'hectare et pratiquent la culture intensive.

Les pays d'outre-mer qui ont à leur disposition d'immenses étendues de territoires préfèrent mettre en culture le plus de terres possible et obtenir avec le minimum de frais (suppression de la main-d'œuvre, développement du machinisme) un rendement moyen. Cette culture extensive leur permet des prix de revient très bas que ne peuvent obtenir les producteurs des pays à culture intensive.

Chez les paysans des Pays Danubiens ou du Pendjab l'état primitif de l'outillage et le manque de capitaux ont les mêmes résultats que la culture ex-

(2) Engrais azotés : 1 million de tonnes pour l'Europe ; 660.000 tonnes pour le reste du monde. V. les Forces Economiques du Monde, 1930.

tensive, malgré l'exiguité des parcelles mises en culture : prix de revient infime, mais rendements dérisoires.

Ces différences dans le degré de fertilité ou de rendement des terres sont à la base de la théorie de la Rente de Ricardo. Un prix unique égal au coût de production du blé le plus cher à produire s'établit sur le marché. Au profit des meilleures terres et des producteurs de blé à prix de revient minimum naît une rente différentielle qui tend à s'accroître au fur et à mesure que l'on met en culture des terres exigeant un coût de production supérieur ou que l'on augmente la production sur la même surface grâce à un apport de capitaux qui accroît le coût de l'unité de mesure.

Cette théorie reste vraie du point de vue statique. Il est incontestable qu'une rente différentielle existe sur le marché national au profit des meilleures terres, sur le marché mondial au profit des pays neufs — et qu'elle existera sans doute toujours.

Quant au point de vue dynamique, l'orientation de la rente vers la hausse ou vers la baisse, il semble, contrairement aux prévisions de Ricardo, que l'on puisse dégager une tendance vers une diminution de l'écart entre les différents prix de revient. C'est l'abandon des terres épuisées, de mauvais rendement, l'amélioration de la culture sur les meilleures terres qui sont aujourd'hui recherchés dans les pays de vieille civilisation. Pour les pays neufs où seules sont cultivées les terres excellentes, la question ne se posera pas de longtemps encore.

La superficie cultivée en blé était en 1868 en France de 7.062.841 hectares, — en 1872, malgré la perte de l'Alsace-Lorraine, elle est encore de 6 millions 937.922 hectares. En 1911, elle n'est plus que de 5.898.607 hectares et seulement de 5.159.520 hectares en 1929, y comprises les provinces retrouvées.

Un accroissement du coût de production entraînant une amélioration du rendement permet cependant au chiffre de la production de demeurer stationnaire et en moyenne inférieur aux besoins. Les prix qui indiqueraient la progression de la rente s'orientent à la baisse. De 34 fr. 74 en 1867 le prix du quintal, après des fluctuations successives dont on peut faire abstraction, atteint un minimum : 18 fr. 25 en 1895. Depuis lors on enregistre un mouvement de hausse ; les prix atteignent 27 fr. 73 en 1912, 31 fr. 68 pendant la période 1924-29, 28 fr. 94 en 1930 ; hausse compensée d'ailleurs largement par une élévation du prix de revient.

On peut donc conclure, au point de vue du blé qui est le point de vue spécialement envisagé par Ricardo, à une baisse de la rente en France.

Dans l'ensemble des pays la tendance est la même. La politique protectionniste des pays importateurs transforme en droit de douane la rente que les pays exportateurs percevraient sur les producteurs nationaux. — Et la concurrence entre les différents pays exportateurs abaisse cette rente jusqu'à la supprimer et la transformer en différence de perte en période de surproduction.

Nous allons voir que, dans l'ensemble des pays du monde la superficie des terres neuves ensemencées en blé augmente chaque année, entraînant un accroissement de production et une dangereuse surproduction dont on n'aperçoit que des solutions difficiles.

Comme la théorie de Malthus, la théorie de Ricardo, dans sa partie dynamique, a été contredite par les faits. Pour une période très longue encore, et à moins de changements improbables dans la consommation, c'est vers la baisse et non vers la hausse que semble orientée la rente agraire.

II. — *Les superficies ensemencées dans le Monde*

Afin de mieux étudier la situation des principaux pays de l'Europe, nous supposerons connus les résultats de l'observation de leur balance commerciale et nous les diviserons en pays importateurs et pays exportateurs. Pour les autres parties du monde, à côté du total qui concerne chacune d'elles, il est utile d'indiquer la situation de quelques grands pays producteurs.

TABLEAU DES SUPERFICIES ENSEMENCÉES
DANS LE MONDE AVANT ET APRÈS LA GUERRE
(en 1.000 hectares)

PAYS	1909-13	1924-28	1929	1930
EUROPE :				
<i>Pays importateurs.</i>				
Allemagne	1.657	1.619	1.600	1.780
Espagne	3.864	4.304	4.299	4.262
France	6.787	5.381	5.160	5.343
Grande-Bretagne	440	621	538	545
Italie	4.744	4.829	4.773	4.820
Pologne	—	1.307	1.427	1.611
<i>Pays exportateurs.</i>				
Bulgarie	1.010	1.064	1.077	1.197
Hongrie	1.511	1.529	1.500	1.647
Roumanie	1.852	3.222	2.737	3.056
Yougoslavie	382	1.833	2.149	2.168
U. R. S. S. (3)	29.950	20.232	23.678	23.832
TOTAL (non comprise l'U. R. S. S.)	29.340	28.310	28.195	29.476
TOTAL y comprise l'U. R. S. S.)	59.290	48.542	51.873	53.358
AMERIQUE DU NORD ET DU CENTRE				
Canada	23.881	32.147	35.623	34.506
Etats-Unis	4.025	9.091	10.220	10.075
Etats-Unis	19.060	22.577	24.873	23.938
AMERIQUE DU SUD :				
(Argentine et Chili) ..	7.041	8.696	8.996	9.292
AFRIQUE	3.464	4.098	4.498	4.284
ASIE	12.526	15.332	15.433	15.362
OCEANIE (Australie et Nouvelle-Zélande) ...	3.174	4.926	6.137	7.447
TOTAL GENERAL :				
(non compr. l'U.R.S.S.)	79.426	93.585	98.882	100.367
(y comprise l'U.R.S.S.)	109.376	113.817	122.560	124.199

(3) L'U. R. S. S. et la Russie d'avant-guerre s'entendent, composées des territoires d'Europe et d'Asie. Les chiffres de l'U. R. S. S. sont pris dans le « Communiqué Officiel des Soviëts ».

Si l'on ne tient pas compte de l'U.R.S.S., l'augmentation des emblavures après la guerre, par comparaison avec la période 1909-13, a été de 17,82 % pour la période 1924-28, de 26,49 % pour l'année 1930. Si, au contraire, l'U.R.S.S. est comprise dans le rapport, c'est seulement une augmentation de 4,10 % pour la période 1924-28, de 23,60 % pour l'année 1930, que l'on peut remarquer, parce que la diminution des ensemencements avait été considérable depuis la guerre en Russie Soviétique. Mais, en exécution du plan quinquennal, les superficies ensemencées doivent être, en 1933, sensiblement supérieures aux emblavures de la période 1909-13. Avec l'Amérique du Nord et l'Australie, c'est l'U.R.S.S. qui est, en grande partie, responsable de l'accroissement subit des ensemencements, pendant les campagnes 1928-29 et 1929-30.

III. — *La Production*

Malgré les irrégularités de la production agricole, à l'accélération du rythme des ensemencements devait correspondre une progression analogue dans la production. C'est, en effet, ce que l'on constate d'après le tableau suivant :

**TABEAU DE LA PRODUCTION MONDIALE AVANT
ET APRÈS LA GUERRE (en 1.000 quintaux)**

PAYS	1909-13	1924-28	1929	1930
EUROPE :				
<i>Pays importateurs :</i>				
Allemagne	37.650	30.751	33.492	35.756
Espagne	35.502	37.867	41.979	39.733
France	88.627	76.242	87.053	62.901
Grande-Bretagne . .	13.875	14.278	13.532	11.451
Italie	49.896	57.482	70.795	57.375
Pologne	—	14.921	17.925	21.700
Tchéco-Slovaquie . .	—	12.166	14.398	14.446
<i>Pays exportateurs :</i>				
Bulgarie	6.252	10.553	9.033	15.859
Hongrie	19.950	20.374	20.408	19.959
Roumanie	23.893	27.125	27.148	35.590
Yougoslavie	4.013	20.015	25.855	24.223
Russie	206.000	—	—	—
TOTAL de l'Europe, non comprise la Russie	370.530	346.914	389.574	368.873
AMERIQUE du NORD et du CENTRE :				
Canada	244.683	344.577	305.228	339.334
Etats-Unis	53.648	114.911	82.878	107.736
AMERIQUE du SUD	187.820	226.736	220.225	231.598
AFRIQUE	49.124	72.762	47.788	74.000
ASIE	27.664	30.117	36.458	30.297
ASIE	104.094	119.257	116.155	135.004
OCEANIE	26.515	41.053	36.392	58.455
TOTAL GENERAL :				
Russie non comprise	822.609	954.680	969.211	1.028.680

(4) Chiffres obtenus d'après « l'Annuaire Statistique International » 1930, et la « Revue Internationale d'Agriculture », décembre 1930 à mars 1931.

De l'examen de ce tableau, se dégage une augmentation de la production de 16,05 % pour la période 1924-28 et de 25,05 % pour l'année 1930 sur la période 1909-13.

L'U. R. S. S. n'est pas comptée dans ces chiffres, parce que sa capacité de production et ses besoins sont inexactement connus depuis la guerre. Les évaluations soviétiques ne sont pas suffisamment précises pour être considérées sérieusement, malgré l'intérêt que cela offrirait depuis que l'U.R.S.S. est devenue exportatrice.

Il est cependant remarquable que la production mondiale, non comprise l'U.R.S.S., ait dépassé, en 1930, la production mondiale d'avant-guerre, y comprise la Russie.

IV. — *Le Rendement à l'hectare*

Les causes du rendement inégal des terres ont été étudiées et notamment les différences dans le mode de culture (intensive ou extensive). Depuis la guerre, le rendement à l'hectare moyen de l'ensemble des pays producteurs a diminué par suite de la mise en culture des terres nouvelles dans les pays neufs à culture extensive.

Le tableau suivant indique le rendement à l'hectare dans quelques pays pris, soit parmi les producteurs les plus importants, soit parmi ceux pour lesquels la quantité de blé produite est négligeable, mais dont les rendements supérieurs doivent être remarqués :

PAYS	1909-13	1924-28	1929	1950
EUROPE :				
<i>Pays importateurs</i>	QUINTAUX A L'HECTARE			
Allemagne	22,7	19	20,9	20,1
Danemark	29,9	26,4	30,8	27,9
Espagne	9,2	8,8	9,8	9,3
France	13,1	14,2	16,9	11,8
Grande-Bretagne	21,2	23	15,1	21
Italie	10,5	11,9	14,8	11,7
Pays-Bas	23,5	29,1	33,1	23,3
Pologne	12,4	10,5	12,6	13,5
<i>Pays exportateurs :</i>				
Bulgarie	6,2	9,9	8,4	13,2
Hongrie	13,2	13,2	13,6	12,1
Roumanie	12,9	8,4	10	11,6
Russie	6,9	—	—	—
Yougoslavie	10,5	10,9	12	11,2
Moyenne de l'Europe	12,6	12,6	13,8	12,6
AMERIQUE DU NORD ET DU CENTRE :				
Canada	13,3	12,8	8,1	10,7
Etats-Unis	9,9	10,1	8,8	9,7
Moyenne	10,2	10,7	8,3	9,8
AFRIQUE DU NORD :				
Algérie	6,7	5,1	5,9	5,2
Egypte	17,5	17	18,8	17,2
Maroc	8,1	7,7	7,1	5,5
Moyenne	8,2	7,5	8,1	7,1
ASIE :				
Inde	8,1	7	6,7	8,3
Moyenne	8,3	7,7	7,5	8,8
AMERIQUE DU SUD :				
République Argentine . .	6,6	8,1	4,5	8,6
Chili	13,5	11,7	14,2	
Moyenne	7	8,4	5,3	
AFRIQUE DU SUD				
	5,7	5,7	8	6,7
OCEANIE :				
Australie	8,1	8,8	5,7	7,9
Nouvelle-Zélande	19,6	23,3	20,7	
Moyenne	8,4	8,3	5,9	
Rendement moyen mon- dial	10,4	10,2	9,8	10,2

On remarque tout d'abord pour la période 1924-28 et pour l'année 1930 une diminution du rendement de 2 % sur la période de 1909-13.

Le tableau montre ensuite les différences de rendements qui, en 1929, oscillent entre 33,1 quintaux à l'hectare aux Pays-Bas et 4,5 quintaux en République Argentine, ou, si l'on prend la période 1924-28, entre 5,1 quintaux en Algérie et 29,1 quintaux dans les Pays-Bas.

Les rendements les plus beaux sont obtenus dans les pays où seules les meilleures terres sont cultivées. Dans ces pays, la culture intensive peut être appliquée sur des sols de qualité égale et dans des conditions atmosphériques à peu près uniformes : Pays-Bas, Danemark, Grande-Bretagne, Allemagne, Nouvelle-Zélande, Egypte.

Dans d'autres pays, la très grande variété des sols cultivés en blé et la diversité des moyens de culture (outillage très perfectionné dans certaines régions, rudimentaire dans d'autres) ne permettent pas à la culture intensive de donner les résultats qu'elle donne dans les autres pays. C'est la situation des deux grands pays producteurs et consommateurs de l'Europe occidentale : la France et l'Italie (14,2 qx pour la France, 11,9 qx pour l'Italie, en 1924-28).

Dans les pays à la fois grands producteurs et exportateurs, le rendement est médiocre ou mauvais. On trouve en 1924-28 : Canada : 12,8 qx (8,1 qx en 1929). — Etats-Unis : 10,1 qx. — République Argentine : 8,1 qx. — Australie : 8,7 qx. — Inde : 7 qx. — Russie (en 1909-13) : 6,9 qx.

Dans ces pays, le machinisme est très développé ; mais la culture pratiquée est extensive. Le prix de revient minimum est recherché pour la concurrence sur le marché international.

La cause des médiocres rendements dans l'Europe orientale et centrale (en Bulgarie et en Roumanie particulièrement) doit être plutôt trouvée dans les récentes réformes agraires et les difficultés d'exploitation qui ont suivi.

L'Espagne, producteur et consommateur important, souffre de sa qualité de pays méditerranéen et des mauvaises conditions de culture. Les rendements moyens sont dans ce pays les plus mauvais de l'Europe.

Quant à l'Afrique du Nord, le manque de capitaux, le caractère routinier et imprévoyant des indigènes, la lenteur des progrès dans l'irrigation n'ont, jusqu'ici, permis que des rendements très faibles (5,1 qx pour l'Algérie ; 7,7 qx pour le Maroc, en 1924-28).

Un cinquième seulement des blés récoltés dans le monde est produit suivant la méthode intensive. Or, les trois-quarts au moins des terres actuellement cultivées suivant la méthode extensive pourraient donner des rendements égaux ou supérieurs aux meilleurs rendements obtenus dans les pays à culture intensive si cette culture leur était appliquée.

Si l'on ajoute à cela la possibilité de mettre en culture plus de vingt millions d'hectares de terres nouvelles au Canada et des étendues considérables

en Argentine, en Australie ou en U.R.S.S., sans songer à l'avenir de l'Afrique du Nord, on est stupéfait du chiffre énorme que la production du blé peut atteindre en un temps relativement court. C'est précisément cette perspective qui crée la crainte de surproductions futures, beaucoup plus graves que la crise actuelle.

Or, la politique de certains pays est orientée vers la production à outrance. L.U.R.S.S., dans un but assez peu défini, amélioration de sa balance commerciale ou bouleversement des règles économiques classiques, prévoit dans son plan quinquennal un accroissement toujours plus fort des ensemencements et de la production.

L'Australie et la République Argentine encouragent, de leur côté, la production du blé, afin d'accroître leurs exportations et de se procurer aussi les capitaux nécessaires au développement de leurs industries naissantes ou à l'achat à l'étranger de matières premières et de produits manufacturés.

Au Canada et aux Etats-Unis, c'est au contraire une politique de réduction des ensemencements qui se dessine. Mais cette politique se heurte à l'esprit individualiste des fermiers pour lesquels, malgré l'expérience, l'abondance demeure un signe de richesse.

Une réduction de 1,1 % des emblavures a été remarquée aux Etats-Unis pour les semailles des blés d'hiver en vue de la récolte de 1931. Il est assez dif-

ficile de savoir si cette réduction est due à l'influence du Bureau Fédéral de l'Agriculture et des coopératives ou simplement aux mauvaises conditions atmosphériques.

L'éducation coopérative des producteurs est-elle suffisamment poussée, pour leur faire accepter une réglementation qui paraît à beaucoup d'entre eux une atteinte sensible à leur liberté ? Nous verrons, à propos de l'étude de quelques organisations nationales, canadiennes ou américaines, combien une réponse précise est délicate à formuler.

Cependant, la fixation d'un contingent des emblavures paraît bien le seul remède préventif pour tous les pays menacés d'une surproduction, qui reviendra fatalement — périodiquement — si l'on attend la solution de la crise de la règle habituelle : la disparition des producteurs les plus faibles.

Car tout retour au bien-être, ou à une période de prospérité inaugurerait une reprise de la production à outrance, et un cycle nouveau de crise.

Il est inutile de compter sur un accroissement de la consommation. Les statistiques montrent en effet que, malgré la baisse des prix, la consommation individuelle du blé diminue dans la plupart des pays.



CHAPITRE II

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LA CONSOMMATION

Tandis que la production croissait au rythme accéléré des ensemencements, la consommation individuelle diminuait au contraire dans beaucoup de pays. Si le volume des opérations commerciales a augmenté, c'est parce que l'accroissement de la population du monde a été plus fort que la diminution de la consommation individuelle et que des débouchés nouveaux, sur lesquels il ne faut pas fonder de trop grandes espérances, se sont ouverts.

I. — *La Population*

La population de l'Europe était (1) :

en 1761, de 130 millions d'habitants

en 1811, de 180 millions d'habitants

en 1861, de 280 millions d'habitants

en 1929, de 532 millions d'habitants

(1) Statistique internationale du mouvement de la population. T. II, Introd., p. VIII et suiv.

Quant à la population de la Terre, elle serait passée de 750 millions d'habitants en 1761, à 1 milliard 951.597.000 en 1929.

TABLEAU DE LA POPULATION MONDIALE
EN 1913 ET EN 1929

	Superficie Km ²	Population 1913 1000 habitants	Population 1929 1000 habit.	Au Km ² en 1929
Europe (moins la Russie)	5.440.453	353.000	374.120	68,7
U. R. S. S. (ter- ritoires d'Eu- rope et d'Asie)	21.176.000	144.000	158.500	7,5
Amérique du Nord et du Centre..	22.497.497	133.500	161.175	7,2
Amérique du Sud	18.608.000	56.470	82.077	4,4
Asie	24.967.420	957.094	1.016.300	40,7
Afrique	29.359.837	134.232	145.055	4,9
Océanie	8.567.000	7.650	9.624	1,1
TOTAL	130.521.765	1.785.960	1.951.597	14,9

Soit, pour le monde entier, une augmentation de la population de 9,3 %.

II. — La Consommation

De la confrontation des chiffres de la production du blé et de ceux de la population, en 1929 (non comprise l'U.R.S.S.), soit : 1.793.097.000 habitants et 969.211.000 quintaux, se dégage une moyenne annuelle de consommation de 54,06 kgs par habitant.

Ce chiffre, peu élevé, s'explique par la popula-

tion considérable de l'Asie (plus de un milliard d'habitants) dont la base de l'alimentation n'est pas le blé, mais le riz.

Le blé est la céréale de la race blanche et spécialement des pays méditerranéens ; aussi, parmi les blancs eux-mêmes, y a-t-il des taux différents de consommation entre les pays germaniques, anglo-saxons ou latins.

Le xix^e siècle a vu un accroissement de la consommation du blé parce que, dans de nombreux pays, l'amélioration des moyens de communication et de la situation du paysan a entraîné un changement dans la manière de vivre de ce dernier. Le pain de seigle ou la bouillie de maïs ont cédé la place au pain de blé considéré pendant longtemps comme une nourriture de luxe. Il se produit, en ce moment, en Europe Centrale et Orientale, une évolution semblable, due à la surproduction du blé et aux habitudes nouvelles prises par les paysans durant la guerre.

Cependant, une orientation vers une réduction de la consommation se dessine très nettement dans la plupart des pays et notamment dans les pays industriels.

Cette réduction a des causes diverses.

Le machinisme qui aide à la production du blé nuit à la consommation du pain et des pâtes. Il a permis une diminution de fatigue et la reconstitution des forces de l'ouvrier réclame maintenant une nourriture plus légère. En outre, avec la journée de huit heures, l'ouvrier a remplacé son repas froid

composé principalement de pain, par un repas chaud à la cantine de l'usine. La dépopulation des campagnes au profit des grandes villes a accentué ce mouvement.

L'accroissement du revenu individuel a favorisé la consommation de la viande qui a augmenté au détriment de celle du pain. De plus, la vulgarisation des connaissances relatives aux vitamines a contribué au remplacement du pain par les fruits, les légumes et le lait, du moins dans les agglomérations.

A tous ces facteurs de diminution de la consommation du blé, peut s'ajouter l'influence du développement de la culture physique.

D'autre part, l'alimentation animale, l'engraissement du bétail et des volailles avec le blé, mauvaise spéculation, ne peut être qu'un pis-aller, accepté en temps de crise, lorsque le prix du blé est inférieur au prix des autres céréales.

Le tableau suivant indique clairement cette tendance à peu près générale à la diminution de la consommation individuelle du blé (2).

Pays	1909-10	1922-23
	1913-14	1926-27
Allemagne	92	65
Belgique	228	181
Danemark	112	118
Espagne	163	151
Finlande	55	43

(2) Revue Internationale d'agriculture, novembre 1929.

Pays	1901-10	1922-23
	1913-14	1926-27
France	224	195
Grande-Bretagne	163	158
Italie	167	183
Norvège	43	65
Pays-Bas	120	117
Portugal	55	66
Suède	70	82
Suisse	142	131
Canada	312	188
Etats-Unis	146	133
Argentine	178	151
Japon	14	29
Australie	179	178
Nouvelle-Zélande	163	160

Il résulte de ce tableau que la consommation a augmenté dans six pays seulement : Danemark (5,3 %) ; Italie (9,8 %) ; Norvège (51,1 %) ; Portugal (20 %) ; Suède (17,1 %) et, remarque intéressante pour l'avenir de la consommation chez les peuples jaunes : Japon (42,8 %).

Par contre, une diminution très importante se fait sentir au Canada (39,6 %), en Allemagne (23,9 %), en Belgique (20,6 %), en République Argentine (15,1 %), en France (12,9 %).

- III. — *Le Commerce*

Cependant, par suite de l'augmentation de la population à un rythme plus accéléré que la diminution de la consommation, le commerce s'est accru depuis 1913, comme le montre le tableau suivant :

TABLEAU DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS
NETTES DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ
(en millions de quintaux)

	1909-1913		1924-1929	
	Import.	Export.	Import.	Export.
Europe (non comprise l'U.R.S.S.) :				
Blé	114,8		143,1	
Farine de blé	4,1		10	
U. R. S. S. :				
Blé		41,2		3,8
Farine de blé		1,2	0,6	
Amérique du Nord et du Centre :				
Blé		33,9		97,9
Farine de blé		10,3		16,6
Amérique du Sud :				
Blé		20,8		35,9
Farine de blé	1,2		1,6	
Asie :				
Blé		12,7	7,2	
Farine de blé	3,6		4,8	
Afrique :				
Blé		0,6		0,5
Farine de blé	2,8		3,2	
Océanie :				
Blé		11,6		17,6
Farine de blé		1,3		4,1
TOTAL :				
Blé	114,8	120,2	150,3	155,7
Farine de blé	11,7	13,4	20,2	20,7

La différence entre les chiffres des exportations et ceux des importations s'explique par le fait qu'il n'est pas tenu compte des pays d'importance minime ou des pays tropicaux.

Par la comparaison des exportations le tableau indique de la période 1924-29 à la période 1909-13 un accroissement du volume du commerce du blé de 29,53 % et des farines de blé de 54,47 %. Et si l'on réduit la farine en grains sur le taux de 1.333,33 quintaux de grains pour 1.000 quintaux de farine, c'est une augmentation de 32,43 % du commerce du blé que l'on remarque, augmentation presque entièrement due à l'accroissement des besoins de l'Europe dont les importations ont augmenté de 30 % pendant la même période.

Le tableau indique en outre un changement dans le courant des exportations. La Russie a disparu du marché en 1917. De 42,8 millions de quintaux en 1909-13, ses exportations sont tombées en 1924-29, à 3 millions de quintaux.

Les pays d'outre-mer l'ont remplacée sur le marché européen, principal débouché (86,84 % du commerce mondial en 1909-13, 85,32 % en 1924-29).

Les exportations du Canada et des Etats-Unis ont augmenté, pendant et après la guerre, de 152,10 % ; celles de l'Argentine de 75 % ; celles de l'Australie, de 57,2 %.

Mais la plupart des pays importateurs d'Europe ont une politique d'encouragement à la production du blé afin de s'assurer une certaine indépendance économique et réduire le déficit de leur ba-

lance commerciale. Si, à la suite de progrès techniques — amélioration des semences et du mode de culture — et de conditions atmosphériques favorables, la production augmente subitement dans ces pays, les pays exportateurs vont se trouver dans une situation critique. C'est ce qui est précisément arrivé après l'excellente récolte européenne de 1929.

Le tableau suivant montre l'état du marché du blé dans les pays les plus importants, entre le 1^{er} août 1929 et le 31 juillet 1930 (3) :

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS NETTES DE FROMENTS
ET FARINES (en 1.000 qx)
Exportation nette

EUROPE :

Hongrie	7.935
Pologne	53
Roumanie	766
Yougoslavie	6.223
<i>Total</i>	14.977

AMÉRIQUE :

Canada	50.068
Etats-Unis	37.749
Argentine	40.832
Chili	330
<i>Total</i>	128.979

(3) Revue Internationale d'Agriculture, janvier 1931.

ASIE :

Inde	140
----------------	-----

AFRIQUE :

Algérie	1.254
Tunisie	1.573
AUSTRALIE	16.642

<i>Total général exportations..</i>	163.565
-------------------------------------	---------

<i>Moyenne 1924-29</i>	183.300
------------------------------	---------

Importations nettes :

EUROPE :

Allemagne	12.949
Autriche	5.174
Belgique	11.535
Bulgarie	388
Danemark	2.111
Espagne	931
Irlande libre	4.668
France	2.793
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	55.752
Grèce	5.896
Italie	11.488
Norvège	1.836
Pays Baltes	2.702
Pays-Bas	8.217
Portugal	1.785

Suède	1.980
Suisse	4.350
Tchéco-Slovaquie	3.593
<i>Total</i>	137.948
<i>Moyenne 1924-29</i>	156.400
 ASIE	 5.385
 AFRIQUE :	
Egypte	2.846
Afrique du Sud	2.035
 OCÉANIE :	
Nouvelle-Zélande	125
<i>Total général Importations</i>	147.339
<i>Moyenne 1924-29</i>	177.200

La diminution de 20 millions de quintaux des importations de l'Europe a eu pour conséquence dans les pays d'outre-mer le report des stocks de la récolte de 1929, moyenne cependant au Canada et aux Etats-Unis et mauvaise en Argentine.

La récolte de 1930 a été déficitaire en Europe de 20 millions de quintaux, à cause des mauvais rendements en France et en Italie. Mais la situation des pays exportateurs s'est aggravée parce que la production mondiale s'est accrue de 40 millions de quintaux et que l'U.R.S.S. a exporté du 1^{er} août 1930

au 1^{er} janvier 1931, plus de 20 millions de quintaux, d'après l'Institut International d'Agriculture de Rome.

IV. — *Les Stocks*

Il y avait au Canada au 31 août 1930, au début de la nouvelle campagne de vente, un stock de 11.739.000 quintaux, dont 1 million de la récolte de 1928.

Les stocks visibles au 1^{er} janvier 1931 étaient de:

Canada	56.254.000 qx.
Etats-Unis	54.088.000 qx.
Total	110.342.000 qx.

contre 111.336.000 qx. au 28 décembre 1929, et 93.632.000 au 29 décembre 1928.

Dans les ports du Royaume Uni : 6.238.000 qx. contre 4.553.000 au 1^{er} janvier 1930 et 1.687.000 au 1^{er} janvier 1929.

A ces stocks doivent s'ajouter 90 millions de quintaux exportables de blés argentins et australiens offerts sur les marchés européens à partir du mois de février 1931.

Un effondrement des cours a suivi.

V. — *Les Prix*

PREMIÈRE SEMAINE DE CHAQUE ANNÉE
(en francs-or, par quintal)

Marchés	Produits	1913	1925-29	1930	1931 (4)
Winnipeg.	Manitoba North N° 1	15.52	27.75	26.42	10.10
Chicago	Winter N° 2	17.14	28.5	24.14	14.91
Buenos-Ayres	Barletta	17.18	27.9	23.87	9.75
Liverpool et Londres					(5)
	Manitoba n° 1.....	20.70	32.66	29.73	21.8
	Winter n° 2	20.22	32.60	27.37	—
	La Plata	20.08	31.07	26.69	18.6
	Australien	21.52	32.34	28.38	21.6
Berlin	Indigène	23.66	29.44	31.11	31.22
Paris	Indigène	27.73	31.68	28.94	35.02
Milán	Indigène	29.08	38.9	36.61	28.

La chute des cours à la fin de 1930 a rendu la situation des fermiers argentins, américains et canadiens extrêmement difficile. L'accroissement du revenu de ces derniers avait été rapide. De 3 \$ en 1913, le prix du quintal de blé était monté à 13 \$ en 1919, puis redescendu en 1925 à 8,10 \$. Il est, en janvier 1931, de 1,95 \$, après avoir touché le minimum de 1,85 \$ dans la semaine du 26 décembre 1930 au 2 janvier 1931, ce qui est un des cours les plus bas atteints au XIX^e siècle.

(4) Annuaire statistique international, 1930.

(5) Journée Industrielle, 1^{er} au 8 janvier 1931. — « Der deutsche Volkswirt », 9 janvier 1931.

Le prix de revient, quoique peu élevé, serait actuellement au Canada de 3,65 \$ (18 fr. 85 or) par quintal (6).

Les frets n'ont pas été un facteur d'élévation des cours sur le marché mondial. Ils sont demeurés à un taux voisin de celui de 1913. En 1930, ils ont même diminué considérablement.

FRETS POUR LA PREMIÈRE SEMAINE DE CHAQUE ANNÉE
(en francs-or, par quintal) (7)
Ports du Royaume-Uni

	1913	1926-29	1930
Northern	1.81	1.88	1.06
La Plata	2.91	3.36	1.89
Australie	4.61	5.20	3.10

Aussi les blés d'outre-mer sont-ils offerts C.A.F. (prix d'achat-assurance-fret) sur les marchés européens à des prix très inférieurs au prix des blés indigènes des pays importateurs dont les prix de revient (nous le verrons pour la France) sont beaucoup plus élevés.

VI. — *Politique douanière des pays importateurs*

Les pays importateurs ne suivent pas une même politique économique. C'est l'opposition séculaire

(6) Compté retidu des fermes expérimentales de l'Est-Canadien. Revue Internationale d'agriculture, septembre 1930.
(7) Annuaire statistique international, 1930.

entre la doctrine libre-échangiste et la doctrine protectionniste. La liberté ou la réglementation du commerce des céréales sont l'indice le plus caractéristique de l'orientation de la politique douanière d'un pays.

Suivant que le pays prendra position en faveur du consommateur ou en faveur du producteur sa politique sera libérale ou protectionniste.

Le consommateur a intérêt à la liberté du marché afin d'assurer une libre concurrence, puisque grâce à la baisse des prix qui suivra, ses revenus demeurant par hypothèse les mêmes, il lui sera possible d'acquérir un plus grand nombre de produits ou d'en acquérir le même nombre qu'auparavant à un prix inférieur, consacrant la somme économisée à la satisfaction de nouveaux besoins.

Le producteur d'autre part, en l'espèce l'agriculteur national, n'est pas seulement un vendeur ; il est à son tour consommateur très important. Accueillir librement les produits étrangers, permettre à la libre concurrence d'exercer son jeu, c'est ruiner l'agriculteur, l'obliger à se créer une situation nouvelle dans le commerce ou l'industrie, et, pour la plupart, grossir le nombre déjà trop considérable des prolétaires, augmenter les risques de chômage ; c'est agir défavorablement sur la balance commerciale, et, en définitive, appauvrir le pays ; c'est enfin mettre le pays dans un état de dépendance vis-à-vis des pays auxquels il devra dorénavant demander sa nourriture (situation difficile en cas de conflit, soumission aux prix imposés par des organisations

de concentration, de direction de la production et des prix).

Ainsi s'explique la différence de politique douanière des pays européens à la fois producteurs et importateurs.

La France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays Baltes, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, ont préféré protéger leur agriculture, encourager la production du blé. Les mêmes moyens ont été employés partout : développement ou création d'une organisation intérieure ; élévation des droits de douane.

D'autres pays ont fait, au contraire, la politique du consommateur. L'ouvrier est le plus important des consommateurs de blé ; c'est la misère des ouvriers anglais en face de l'enrichissement des fermiers qui a poussé Robert Peel à obtenir du Parlement anglais, en 1846, l'abolition du droit de douane sur les blés. C'était le triomphe du libre-échangeisme en Angleterre. Depuis lors, malgré l'élévation de certaines positions douanières (droits Mac Kenna de 1915, par exemple, et loi de sauvegarde de l'industrie nationale de 1925) malgré un mouvement de l'opinion vers un retour au protectionnisme, tant que le commerce du blé sera libre en Angleterre, la politique commerciale du pays sera considérée comme libre-échangiste.

La Belgique et les Pays-Bas ont également suivi une politique libérale et renoncé à protéger leur agriculture.

Les plaintes très vives des producteurs de blé qui sont plutôt dans ces pays des techni-

ciens, plus près de l'industriel que du paysan, amèneront-elles l'établissement d'un droit de douane compensateur sur les blés d'outre-mer et surtout sur les blés soviétiques ? Peut-être. Mais il est probable que le gouvernement travailliste anglais se résoudra plutôt à une aide directe aux fermiers qu'à l'établissement d'un droit de douane, puisque la baisse du prix du blé devrait entraîner une diminution dans l'allocation au fonds de chômage.

Le tableau suivant (8) des droits de douane sur les blés et farines de blé montre la tendance protectionniste ou libérale des différents pays d'Europe :

TABLEAU DES DROITS DE DOUANE AU 1^{er} JANVIER 1931
(en francs-or, par quintal)

PAYS	Froment	Farines de froment
Albanie	25	37,50
Allemagne	30,93	63,72
Autriche	2,10	5,25
Belgique	—	0,58
Espagne	11,54	11,54
Estonie	15	32
Finlande	13,07	27,44
France	16,32	taux d'extraction: + 70 % : 26,11 60-70 % : 32.63 — 60 % : 37.73
Grande-Bretagne	—	—
Irlande (Etat libre)	—	—
Grèce	6	10,70
Hongrie	6,62	13,65
Italie	16.50	23.70
Lettonie	7	10

(8) Revue Internationale d'agriculture, janvier 1931.

PAYS	Froment	Farines de froment
Lithuanie	15,55	45,64
Pologne	10,19	14,85
Pays-Bas	—	—
Norvège (importation par le monopole d'Etat)	—	—
Roumanie	4,94	12,34
Suède	5,15	9,04
Suisse	0,60	4,50
Tchéco-Slovaquie	8,47	22,23
Turquie	15,50	23,37
Yougoslavie	10	8

Le tarif de l'Allemagne est une véritable prohibition d'entrée. Celui de l'Italie est conforme à la « Bataille du Blé » menée par Mussolini. Ceux de la France, de l'Espagne, des Pays Baltes, de la Turquie ou de l'Albanie répondent au même souci de protection.

Les pays danubiens ont un droit de douane relativement léger, bien suffisant pour protéger leur blé dont le prix de revient est faible.

Les conséquences du protectionnisme sont importantes ; l'élévation des prix sur le marché intérieur est un encouragement à la production nationale ; elle amène une baisse de la consommation, préjudiciable aux pays exportateurs qui devront, pour écouler l'excédent de leur production, rechercher des débouchés nouveaux.

VII. — *L'avenir de la consommation en Asie et dans les pays tropicaux*

Parmi les débouchés d'avenir qui s'offrent aux exportateurs de blé, il faut particulièrement citer

l'Asie et les pays tropicaux de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie.

La conversion au blé des Asiatiques, mangeurs de riz, et des habitants des tropiques, serait le meilleur remède théorique à la surproduction ; mais c'est un remède théorique.

Le plus européenisé des peuples de l'Asie : le Japon, est celui chez lequel la consommation du blé a augmenté le plus rapidement (42,8 % de 1909-14 à 1922-27) ; mais elle est encore bien faible avec 20 kgs. par tête d'habitant.

L'anarchie de la Chine, aggravée d'une baisse de la valeur de l'argent, ne permet pas, avec ce pays, des relations bien régulières. Seule, parmi les régions de la Chine, la Mandchourie produit et consomme un peu de blé. Le commerce des Etats-Unis et du Canada avec la Chine, a baissé en 1929 et en 1930, dans des proportions considérables.

CONSOMMATION (9) DES PAYS TROPICAUX

	Population 1000 habitants	Consommation 1000 qx	Consommation Individ. kgs
Brésil	37.000	7.840	21,2
Amérique Centrale	16.700	2.200	16 7
Antilles	10.000	3.678	36
Afrique (du vingtième de- gré lat. Nord au ving- tième degré lat. Sud)..	61.600	762	1,23
Asie (Ceylan, Indes Néer- land., Indochine, etc...)	94.400	3.100	3,37
Océanie (Nouvelle Calédo- nie, Nlle Guinée, etc.)	878	354	40,31

(9) Moyennes établies d'après le « Bulletin Quotidien » du 3 octobre 1930.

L'augmentation de la consommation qui s'accomplissait avant la guerre régulièrement, se ralentit pendant la guerre avec les difficultés du commerce maritime, pour reprendre après la guerre à un rythme très lent. Ce rythme ne pourrait s'accélérer que si le prix du blé se maintenait pendant quelque temps à un niveau très bas, parce que le pouvoir d'achat de ces pays est faible.

Quatre-vingt-dix millions de quintaux de blé suffisent à 300 millions d'Hindous.

Le riz demeure la nourriture habituelle des asiatiques.

Les grands pays producteurs s'en rendent d'ailleurs parfaitement compte. Mais ils ne veulent rien négliger pour forcer ces débouchés.

Les organismes puissants de coopération pour la vente des céréales au Canada et aux Etats-Unis ont fait en Orient une propagande énergique très peu efficace. Ils se heurtent aux mœurs et au faible pouvoir d'achat. Il est impossible d'envisager un développement sérieux de la consommation dans ce bloc de plus de 1 milliard d'habitants, qui ne consomment individuellement guère plus de 10 kgs. de blé.

L'Europe reste donc le principal débouché. C'est avec elle, principalement, que doivent compter les pays exportateurs. Mais ses besoins en année normale ne sont que de 180 millions de quintaux. Or, il y a dans le monde, au 1^{er} février 1931, 345 milliers de quintaux disponibles (10).

(10) Revue Internationale d'agriculture, janvier 1931.

La campagne 1931-32 commencera avec 165 millions de quintaux de stocks reportés.

Ces chiffres montrent la gravité de la crise que seule une réduction de la production peut résoudre.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DANS LES PAYS EXPORTATEURS D'OUTRE-MER. ESSAIS DE SOLUTION PAR L'ORGANISATION

I. Pool Canadien. — II. Federal Farm Board américain.
— III. Projet australien. — IV. Essais d'ententes internationales.

Afin de prévenir les crises de surproduction ou se défendre contre leurs conséquences, les producteurs d'outre-mer se sont organisés.

Tantôt ils ont pris eux-mêmes l'initiative d'une vaste entreprise visant à la fois à la stabilisation des cours sur le marché intérieur et à la maîtrise des prix sur le marché mondial. C'est l'exemple du Pool Canadien.

Tantôt c'est l'Etat qui a créé un organisme central de la production et de la vente. C'est la politique suivie par le gouvernement des Etats-Unis dans la création du Federal Farm Board, et la politique projetée par le gouvernement australien.

Enfin dans quelques conférences internationales, les divers organismes coopératifs de vente ont combiné le plan d'une action commune qu'ils n'ont pas pu réaliser.

I. — L'ORGANISATION AU CANADA

1° *La Création et les Attributions du Pool*

Dès le début du xx^e siècle, les fermiers canadiens avaient compris les bienfaits de la coopération et s'étaient groupés en coopératives locales. Peu à peu un mouvement se dessina en faveur d'une concentration de la vente du blé en un seul organisme qui dirigerait le plus possible le commerce d'après les besoins afin d'arriver à une juste rémunération du producteur et à une stabilisation des prix que désaxent, d'habitude, les offres massives et désorganisées des fermiers sur les marchés.

Pendant la guerre, un comité gouvernemental, le « Wheat Board », monopolisa le commerce des céréales et réalisa une coopération obligatoire de tous les fermiers. L'expérience avait réussi, malgré les difficultés, mais le Board disparut en 1920.

La réglementation répugne aux agriculteurs ; elle n'est acceptée par eux que si elle est un remède à une crise. C'est de la crise de 1923 que sortit le « Canadian Wheat Pool », organisme libre, fondé par les producteurs eux-mêmes.

C'est un ensemble de trois groupements canadiens pour le commerce des grains : un pour la livraison, un pour la manutention et un pour la vente.

Le premier se compose de quatre pools régio-

naux correspondant aux provinces productrices de blé : Alberta, Saskatchewan, Manitoba, et, depuis 1927, Ontario, divisées en districts (8 pour l'Alberta, 9 pour le Saskatchewan, 13 pour le Manitoba). Chaque pool est dirigé par un Conseil d'administration élu par les fermiers, à raison de un membre par district. Son rôle est de faire une propagande intense en faveur de l'adhésion au pool, de signer avec les fermiers des contrats qui les lient pour cinq ans, de contrôler la livraison des grains.

Le second groupement est composé de sociétés étrangères aux pools, mais dépendant d'eux. Ce sont des sociétés locales et régionales d'élévateurs chargées de la réception et de la manutention des grains livrés par les fermiers ; et des élévateurs terminaux pour l'entreposage dans les ports d'embarquements dont les plus importants sont ceux de Fort-William et Port-Arthur sur les lacs, de Vancouver et de Prince Rupert sur le Pacifique. Onze élévateurs terminaux permettent l'entreposage de dix millions de quintaux de blé.

Le troisième groupement qui porte l'appellation légale de « Canadian Coopérative Wheat Producers Limited » est l'agence centrale de vente, et a son siège à Winnipeg. Le Comité exécutif se compose d'un président, deux vice-présidents et six membres élus par les Pools régionaux. L'agence centrale prend en charge les blés arrivant aux élévateurs terminaux et les vend, soit aux Bourses de Commerce de Winnipeg ou de Calgary, soit à l'étranger par l'intermédiaire de représentants. A cet effet, des comptoirs de

vente, chargés de vanter la supériorité des blés canadiens, ont été créés un peu partout dans le monde, à Londres, à Paris, dans dix autres pays européens, en Extrême-Orient, au Mexique, au Brésil.

Des bureaux de renseignements indiquent la situation mondiale du marché du blé. L'un d'eux fonctionne avec un soin tout particulier : celui de Buenos-Ayres, car les récoltes argentines, arrivant en janvier sur les marchés, désorganisent les cours et font à ce moment aux stocks canadiens une concurrence que le Pool essaye de prévenir en accélérant la vente et en primant, par la qualité et la présentation, les blés argentins.

Chaque jour, un prix unique pour tous les marchés est établi par le Pool. Ceci serait un facteur bien-faisant de stabilisation des cours si la concurrence ne venait en briser l'effet.

Chaque membre est tenu, par contrat, de ne vendre son blé que par l'intermédiaire du Pool. Dès la livraison de son blé à l'éleveur local, le fermier peut recevoir un acompte.

Après la vente, le Pool reverse aux pools provinciaux (Alberta-Saskatchewan-Manitoba-Ontario) le montant du produit net des ventes. Les pools provinciaux en répartissent ensuite le montant aux membres d'après l'importance de la livraison. Le prix reçu par les fermiers ne sera pas le meilleur de la saison atteint parfois par les producteurs libres. Ce sera le prix moyen de l'année, déduction faite des frais de vente et de manutention — minimes à cause de l'importance des quantités traitées.

C'est donc une élévation du profit des fermiers sans nulle intervention de l'Etat.

2° L'œuvre du Pool

En 1929, le Pool était à l'apogée de sa puissance. Il possédait 140.000 adhérents, les 3/5 des producteurs de blé de l'Ouest Canadien.

De 1926 à 1929, le Pool a vendu 51,5 % de tout le blé négocié dans cette région, dont près de 59 millions de quintaux pour la campagne 1927-28.

L'agence de vente maniait le cinquième de tout le blé offert sur le marché mondial, car le Canada, durant cette période, fournissait 40 % des blés d'exportation dans le monde.

Le Pool, qui avait commencé par être un simple organisme de vente profitant des Sociétés d'éleveurs qui existaient déjà, grisé par son succès, conçoit des projets grandioses. Il projette de créer de nouveaux éleveurs, des moulins, des banques, une flotte. Il prévoit l'amélioration du stockage des blés au début de l'hiver, près des ports d'embarquement, tant que la navigation est possible sur les lacs. L'œuvre du Pool excite à ce moment l'admiration.

Le Pool paraît le type achevé de la coopérative de vente. Cette coopérative va-t-elle supprimer le commerce ?

Sans doute tous les fermiers n'entrent pas dans l'organisme de coopération.

Au 1^{er} octobre 1929, 55,5 % seulement des fer-

miers de l'Ouest adhéraient au Pool, et les dirigeants de ce dernier estimaient que le pourcentage ne pourrait dépasser 75 %.

C'est aussi l'opinion de S. Latton, professeur au State College de Michigan, qui déclare : « Il y a toujours des fermiers qui aiment mieux vendre eux-mêmes, parce qu'ils ont besoin d'encaisser immédiatement le produit de leur vente, ou parce qu'ils espèrent vendre au cours le plus haut. Et, d'ailleurs, ils profitent des efforts du Pool pour atteindre une stabilisation des prix. »

Qu'importait au Pool de posséder la totalité des fermiers ? Puisqu'il avait la majorité, il pouvait, dans une large mesure, imposer sa volonté. Le commerce canadien avait reçu un choc très rude. Il semblait près de disparaître ou d'être réduit à une portion tellement congrue, qu'il ne serait plus, en fait, que le courtier du Pool.

Cependant, malgré le succès du principe de la liberté d'adhésion, une scission se forme au sein du Pool. M. Aaron Sapiro, qui fut un des fondateurs de l'organisme de vente, commence, en 1929, une campagne très violente en faveur de l'adhésion obligatoire au Pool de tous les fermiers canadiens, lorsque les deux tiers d'entre eux en seraient déjà membres. Il indique les profits que retirerait l'agriculture canadienne de l'adhésion totale par la possibilité d'imposer les prix au monde si tout le blé du Canada passait par l'intermédiaire du Pool.

Une commission royale d'enquête se prononce en faveur de la non intervention légale.

Le président du Pool du Saskatchewan, M. Mac Phail, proteste avec la majorité du Conseil d'administration du Pool contre l'obligation légale. Les avantages du monopole ne seraient pas, en effet, suffisants pour compenser les inconvénients qui résulteraient de la tension des rapports entre partisans et adversaires de la coopération réunis de force dans le Pool.

Ces divergences de vues n'auraient peut-être pas entraîné de complications très graves si la situation n'avait pas empiré l'année suivante, et si une chute progressive des cours n'avait pas abouti, fin 1930, à un effondrement dont les causes sont diverses.

Ce sont, dans les pays importateurs protectionnistes d'Europe, l'abondance et la qualité des récoltes de 1929, l'élévation des droits de douane et le contingent d'importation des blés d'outre-mer qui s'en suivirent ; sur les marchés libres, comme Liverpool, les expéditions massives de blé argentin ; en Extrême-Orient, la baisse de la valeur de l'argent et les troubles de la Chine qui diminuent considérablement le commerce (1) ; en Amérique même, la spéculation à la Bourse de Commerce par les hommes d'affaires qui essayaient de se rattraper, au début de 1930, des pertes essuyées à Wall Street, en octobre-novembre 1929. A ces causes extérieures, s'ajoute la politique même du Pool qui, dans l'at-

(1) De 1.919.177 bushels de blé dans les 6 premiers mois de 1929, le commerce avec la Chine est tombé à 440.000 bsh. en 1930, et de 1.330.414 barils de farine à 131.974.

« Quarterly report of the Trade of Canada », 1930.

tente d'un retour à un cours mondial plus élevé, a restreint ses offres de vente, organisé le stockage dans ses élévateurs et chez les fermiers, et même contrairement à ses statuts, fait, à la Bourse de Commerce de Winnipeg des opérations spéculatives. Ainsi, la récolte moyenne pourtant de 1929 n'a pu s'écouler. Au 31 août 1930, les stocks sont encore de 11 millions et demi de quintaux, dont un million de la récolte de 1928.

De 3,45 \$ le quintal fin juin 1930, les prix baissent à 2,47 \$ fin septembre, à 1,90 \$ fin décembre.

Une restriction du crédit a accompagné cette baisse des prix. Le Pool en était réduit au dumping. Pour éviter la liquidation, l'aide du gouvernement lui était nécessaire. Les gouvernements provinciaux, après des pourparlers avec le Pool, ont consenti à garantir les banques contre toute perte éprouvée par elles dans les sommes prêtées au Pool.

La situation s'aggravant encore, des réunions ont été tenues à Winnipeg et à Toronto, auxquelles ont participé les premiers ministres des provinces productrices, les banquiers, les représentants du Pool et du Commerce des grains.

Les banques se sont dangereusement avancées. Elles ont consenti à ne pas provoquer la liquidation forcée et complète des stocks sur la garantie du gouvernement au-dessous de 60 cents par boisseau.

Le Pool, dont le principe est la liberté, est donc en 1931, assujetti à l'Etat. Il a reçu l'ordre de fermer toutes ses agences à l'étranger ; et semble n'être plus appelé à jouer qu'un rôle d'intermédiaire. Le

commerce libre est bien placé pour reprendre les affaires que le Pool lui avait enlevées.

3° *Les vices du Pool*

Si le Pool a abouti à un échec, c'est qu'il portait en germe les vices qui n'ont fait que se développer par la suite. Il avait été créé pour réaliser une stabilisation des prix, mais beaucoup moins pour le marché intérieur que pour le commerce d'exportation. Gêné par la concurrence des producteurs étrangers, il devait, dès lors, rechercher la conquête du marché mondial, afin d'imposer ses prix.

Sans doute, les dirigeants du Pool se sont toujours défendus de spéculer pour eux-mêmes (c'était une garantie nécessaire à donner aux fermiers), mais ils n'ont pas dissimulé leur volonté d'accroître les profits des producteurs par les bénéfices qu'un quasi-monopole de vente leur réserverait, grâce à une collaboration avec les organisations américaines ou australiennes.

A la première Conférence Internationale des Associations de vente entre producteurs de blé, tenue le 16-19 février 1926, à Saint-Paul (2), M. Wood, président du Pool de l'Alberta, avait formulé le souhait d'une entente pour la vente concertée entre

(2) V. Compte rendu de la Conférence au Bulletin de la Société des Etudes économiques du 29 mars 1927, et ci-dessous, p. 75.

les trois grands producteurs de langue anglaise, afin d'aboutir à une élévation des cours d'au moins 50 %. Cela ressemble étrangement à la formule du Trust.

Ce n'était qu'un souhait, de réalisation hypothétique, mais il n'en montrait pas moins l'esprit directeur du Pool: la recherche du plus gros bénéfice au mépris du consommateur. Or, il est dangereux de transformer un organisme coopératif en organisme de spéculation.

Réserver des stocks en période d'abondance afin de régulariser le marché pendant les années de sous-production est une bonne politique pour le marché intérieur à l'abri des droits de douane. Mais sur le marché international, la concurrence joue librement et il faut tenir compte des producteurs inorganisés (telle l'Argentine en 1930), décidés à se débarrasser, coûte que coûte, de leurs produits.

Le Pool a eu le bonheur de naître à un moment favorable. Il a maintenu les cours à un taux élevé, non par sa vertu propre, mais grâce aux bonnes conditions du marché international. Par la recherche d'une rémunération de plus en plus forte, il a encouragé la production et s'est montré impuissant à la diriger en prévision d'une crise inévitable. De 1923 à 1929, les ensemencements ont augmenté d'un tiers.

Le Pool n'a pas compris son rôle. Et l'aurait-il compris qu'il n'aurait guère pu le remplir. Il est très naturel qu'une organisation libre essaye de réaliser les beaux profits qui s'offrent à elle. Une période de richesse fait oublier les mauvais jours pas-

sés et les crises futures. Si des hommes prévoyants sont à la tête de l'organisation, il leur sera impossible de faire accepter leurs conseils par les fermiers, de faire comprendre à ces derniers que leur intérêt réside dans une réduction de la production, alors que le contraire leur paraît évident.

Le principe de l'organisme central fondé par et pour les producteurs, en vue de la vente, est donc mauvais pour un pays exportateur et pour ses concurrents, puisque l'expérience l'a montré plutôt comme un encouragement à la surproduction. Cela ne signifie pas que le Pool ne se relèvera pas, si les prix, par suite de très mauvaises récoltes, remontent à un niveau suffisant — les plus mauvaises expériences sont recommencées parce que l'on espère des situations nouvelles plus heureuses.

Mais si la crise se prolonge, que fera le Canada ? L'Etat se bornera à subventionner les sociétés locales et régionales d'élévateurs, et à venir en aide aux fermiers dont la situation est critique, car les prix de détail n'ont guère baissé, tandis que le pouvoir d'achat des fermiers a diminué de 300 % depuis 1925.

La seule solution est une réduction de la production du blé, quels que soient les moyens par lesquels on y arrivera : l'abandon pur et simple de la culture par le fermier pour l'usine — ce qui n'est guère possible avec la simultanéité de la crise industrielle — ou bien la culture de plantes de remplacement — ou bien le développement de l'élevage qui est pour l'instant le seul produit agricole dont on ne prévoie pas une surproduction immédiate.

Le Dr Saunders, créateur du blé à grand rendement « Marquis », envisage la possibilité d'assolements dans le Manitoba — une alternance des cultures du trèfle et du blé pour une amélioration de l'élevage.

La culture des plantes sarclées présente des difficultés sérieuses dans des propriétés de 65 à 250 hectares cultivées par une seule famille, grâce à la motoculture. Une transformation du régime de la propriété dans le Nord de la Prairie serait peut-être nécessaire. Ce ne sont pas des solutions immédiates, ni faciles.

L'étude de la situation du Canada est plus intéressante que celle de n'importe quel autre pays, parce que, dans aucun autre pays, plus que dans celui-là, la production agricole ne présente des caractères de la production industrielle (concentration des entreprises, du moins quant à la vente, organisation du stockage). Elle indique l'abîme qui séparera toujours l'agriculture de l'industrie. Tous les efforts de l'organisation ne peuvent empêcher la crise de surproduction d'éclater, parce que l'agriculteur est bien le plus mauvais entrepreneur qui soit, puisqu'il lui est impossible de réduire volontairement sa production et de pratiquer le malthusianisme économique dont on accuse les Cartels et les Trusts.

Quant à la solution de la crise, la différence entre l'agriculture et l'industrie n'est pas moins grande. L'industrie se défend elle-même, grâce à ses réserves. L'Etat n'intervient parfois que dans l'aide aux

chômeurs. Au contraire, dans une crise de surproduction agricole telle que celle du blé, l'intervention de l'Etat est toujours nécessaire : aide directe aux organismes de coopération ; aide indirecte aux producteurs par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole ou des banques.

C'est cette intervention de l'Etat que l'on trouve aux Etats-Unis, non seulement en vue de la solution de la crise actuelle, mais aussi, plus particulièrement peut-être, en vue de prévenir les crises futures par un essai de réglementation de la production.

II. — L'ORGANISATION AUX ETATS-UNIS

1° *L'Organisation coopérative avant la création du Farm Board*

Depuis 1880 et le développement agricole du Middle West, il existait aux Etats-Unis des coopératives de vente des grains créées dans des conditions différentes, sans politique d'ensemble, pour grouper, entreposer, transformer, transporter, vendre la récolte.

Des élévateurs locaux, des quais pour faciliter le chargement des wagons, des trains spéciaux pour assurer la liaison avec les ports maritimes, des moulins, des marchés et des bourses de céréales, des entrepôts, des organisations pour le financement et le transport de la récolte furent créés.

Grâce aux capitaux fournis par de grandes sociétés, des éleveurs régionaux et terminaux purent être constitués.

Au 1^{er} juillet 1929, on comptait : 3.571 coopératives d'éleveurs constituées par les fermiers.

Actionnaires	450.000
Participants	900.000
Capital	50 millions \$
Immeubles et matériel	65 » \$
Blé négocié en 1926-27	551 millions de boisseaux
» » »	500 millions \$

Des groupements d'éleveurs se sont formés, mais ceux qui sont composés de plus de deux ou trois éleveurs sont rares.

Des « agences coopératives de commission » fonctionnent sur les marchés centraux depuis 1926. En 1929, douze de ces agences travaillaient pour 1.150 éleveurs coopératifs.

Huit associations pour la vente du blé (Wheat Pools) étendues à un Etat furent constituées entre 1921 et 1924 en accord avec les éleveurs locaux dont elles louèrent finalement le matériel.

Les différences d'ordre géologique ou climatique entre les régions des Etats-Unis sont telles qu'il est difficile d'étendre la coopération à plus d'un Etat. Les blés sont issus de variétés différentes de semences. Les agriculteurs de l'Ouest sont tournés vers le Pacifique et l'Extrême-Orient, ceux de l'Est, vers l'Atlantique et l'Europe.

L'utilité de la coordination des diverses activités agricoles était cependant certaine. La création d'un

organisme central chargé d'opérer une liaison entre les diverses coopératives et d'étudier les questions d'un peu haut, était indispensable, tant pour le blé que pour les autres produits agricoles.

2° *La création et les attributions du Farm Board*

Le 15 juin 1929, après un conflit entre le Sénat d'une part, le président Hoover et la Chambre des Représentants d'autre part, une loi relative à la vente des produits agricoles, « l'Agricultural Marketing Act », fut promulguée.

Cette loi établissait le Federal Farm Board « pour développer la vente méthodique des produits agricoles par le moyen du commerce entre Etats ou du commerce extérieur et pour mettre l'agriculture sur une base d'égalité économique avec les autres industries. »

Le Federal Farm Board, ainsi constitué, se compose de huit membres, représentant les divers produits agricoles et nommés par le président des Etats-Unis en accord avec le Sénat, et du Secrétaire de l'Agriculture. Leur mandat est de six ans. Interdiction leur est faite de se livrer à des opérations commerciales autres que celles que peut exiger leur exploitation.

Les attributions essentielles du Board sont les suivantes :

- 1) Développer l'éducation coopérative des producteurs pour la vente des produits agricoles et favo-

riser la création et le développement des coopératives de vente.

2) Publier tous les renseignements sur les récoltes mondiales et le commerce auquel elles donnent lieu aux Etats-Unis et à l'étranger.

3) Faire des enquêtes sur les conditions de la surproduction des denrées agricoles et indiquer les moyens d'y mettre obstacle, tels que réduction de l'étendue des cultures, méthodes d'extension des marchés intérieurs et extérieurs.

4) Constituer des « Conseils Consultatifs de Produit », composés de sept membres élus par les coopératives intéressées à la production et à la vente d'une denrée — afin de coopérer avec le Board pour guider les producteurs dans le choix de leur programme d'ensemencements ou d'élevage.

5) Faire des prêts aux associations agricoles, à un intérêt inférieur à 4 % pour les aider à vendre de façon satisfaisante les produits de leurs membres, construire, acheter ou louer des bâtiments indispensables pour ce commerce, faire des avances à leurs adhérents. Un fonds de roulement de 500 millions de dollars est mis à la disposition du Board.

6) Susciter la création de « Corporations de Stabilisation » qui auraient pour but de servir d'agences de vente pour les quantités de produits fournies par leurs membres, en accord avec le conseil consultatif du Produit ». Celui-ci peut demander des avances au Board. Les bénéfices serviront à la constitution d'un fonds de réserve.

7) Garantir les associations coopératives de ven-

te contre la baisse des prix. Avant de s'engager, le Board devra constater que les coopératives ne peuvent s'adresser à des compagnies privées et que des données statistiques suffisantes permettent de calculer les risques et de déterminer le montant de la prime d'assurance.

Pour surmonter les difficultés qu'aura le Board à se faire comprendre par six millions de fermiers, le Federal Farm Board est secondé par les services fédéraux et par les services d'Etat, par les écoles d'agriculture, les agents de Comté, les commissions d'orientation professionnelle, et par tous les organismes susceptibles de développer et de mettre en pratique l'idée corporative.

3. Les réalisations du plan du Farm Board

Le but immédiat du Board c'est la stabilisation des prix. Comment y parvenir puisque la production ne peut que très difficilement s'adapter à la consommation ?

M. J. C. Stone, vice-président du Board, demande instamment de ramener la production au niveau de la consommation nationale avant que la Russie ne revienne sur le marché mondial.

Dès le 27 décembre 1929, M. Legge, membre du Board, conseille aux producteurs scandalisés de réduire de 20 % la superficie de leurs ensemencements. Le Board demande aux agriculteurs d'abandonner les terres les moins productives, de les reboiser.

Ici, le plan du Board se heurte absolument à l' « Export debenture plan » qui prévoit au contraire des primes à l'exportation des produits agricoles. Le système de l'encouragement à l'exportation, préconisé par les commerçants, est inspiré de la politique du bon d'importation qui existe en Allemagne depuis 1894.

L'exportateur, d'après ce système, recevrait un certificat portant une valeur nominale déterminée qui sera acceptée en paiement de droits dus à l'importation. Un marché de ces bons se créerait, les importateurs les achèteraient à un taux voisin de leur valeur nominale, et cela constituerait la prime aux exportateurs, qui pourraient ainsi payer leur blé plus cher aux fermiers. Il en résulterait un relèvement des cours sur le marché intérieur. Ce serait là une dépense annuelle de 150 millions de dollars pour le Trésor, de 518 millions de dollars pour les consommateurs.

Le résultat immédiat d'un tel système serait l'accroissement de la production encouragée par un prix rémunérateur. Comme il s'agit de relever les prix sans intensifier la production, les partisans de l' « Export debenture plan » prévoient des réductions du taux des subventions, proportionnelles à l'accroissement de la production.

Le système américain différerait du système allemand en ce que les exportateurs allemands reçoivent du Trésor pour l'exportation du blé des certificats négociables représentant une valeur exactement correspondante à celle du droit de douane qui

frapperait le blé à l'importation, certificats qui peuvent être présentés pendant un certain laps de temps pour l'acquittement de droits de douane sur certains produits, énumérés par la loi.

Le bon d'importation se justifie en Allemagne, nettement importatrice de blé, où il est nécessaire d'encourager la production nationale. Lorsqu'il s'agit, au contraire, de restreindre la production, il semble indésirable. Il n'est, en effet, qu'un encouragement au dumping. Un pays très riche peut tenter une telle expérience ; mais ce n'est pas là un remède à la surproduction.

Le plan du Board, en vue d'une réduction des surfaces ensemencées, paraît la solution la meilleure, et même la seule solution.

Mais il est difficile de savoir où et combien de terres devront cesser d'être ensemencées et de déterminer ensuite l'utilisation nouvelle à donner à ces dernières.

La région de la Côte Atlantique, région de polyculture, pourrait remplacer la culture du blé tendre d'hiver par la culture de plantes fourragères et un développement de l'industrie laitière, favorisée par la proximité des grandes villes. Mais cette région ne possède que 6 % du total des terres à blé des États-Unis.

La région des blés durs d'hiver (Dakota, Minnesota, Nebraska, Kansas, Iowa) est la grande région productrice de blé. C'est une région de monoculture où les fermiers à caractère très individualiste et mercantile, sont opposés à une réduction des

emblavures. Ils visent plutôt à un accroissement de la production et à une réduction du prix de revient.

Le Farm Board a ici un rôle d'éducateur, de conseiller à remplir. C'est par là qu'il pourra triompher de l'individualisme traditionnel des fermiers et les orienter vers une politique collective.

Il devra, particulièrement, ne consentir des prêts qu'aux associations coopératives, et régler ses prêts sur l'intensité de réduction des emblavures.

Le Farm Board a, en fait, encouragé les coopératives. Il leur a consenti des prêts fréquents, trop fréquents peut-être, puisqu'on l'a accusé de gaspillage. Cependant ces prêts n'étaient consentis que pour parfaire les sommes déjà avancées par des banques commerciales ou les banques fédérales inter-médiaires.

Le Board a également favorisé le groupement des coopératives de vente en associations régionales et nationales. L'organisation nationale la plus importante est précisément celle du blé (il y en a d'autres pour la laine, le coton, le bétail). Cette organisation ne veut pas, comme le Pool Canadien, arriver à une élévation artificielle des cours. Le nom de « Corporation de Stabilisation » qu'elle porte indique que le seul but poursuivi est le paiement de la valeur réelle que le produit représente pour le consommateur, valeur assez difficile à déterminer.

Le Board n'exerce sur les corporations aucun pouvoir, à peine une certaine surveillance sur la gestion financière afin d'assurer le remboursement des sommes prêtées sur le fonds de roulement. Il

ne prête qu'aux organisations affiliées, par l'intermédiaire de l'association nationale et des groupements régionaux.

Les coopérateurs ont le choix entre trois systèmes de vente :

Ou bien vendre le grain au comptant le jour de la livraison au prix courant sur le marché local ;

Ou bien placer le grain dans un entrepôt autorisé, se faire donner un acompte sur sa valeur et à n'importe quel moment de l'année fixer le jour où ils désirent que la vente soit faite ;

On bien livrer le blé, obtenir un acompte sur la valeur, et recevoir, comme les autres producteurs, un prix moyen, par qualité, résultant de l'ensemble des ventes. (C'est le système du Pool Canadien. Mais, au Canada, c'était le seul mode offert aux adhérents du Pool. Il y a, dans les coopératives américaines, plus de liberté).

Le siège social de l'Association centrale est à Chicago. L'Association a des succursales dans tous les grands marchés centraux, un service d'exportation, des entrepôts dans les principaux marchés des Etats-Unis.

Dans les trois mois de la récolte de 1930, elle a vendu près de 11 millions de quintaux, dont 3 millions ont été exportés. Elle a acheté à terme, sans spéculation, grâce au fonds de roulement (3).

(3) Premier rapport annuel du président du Board, publié le 4 décembre 1930, sur la politique du Board, entre le 15 juillet 1929 et le 30 juin 1930.

Au 30 juin 1930, 90 millions de dollars avaient été avancés à la Corporation de Stabilisation des céréales ; 20 millions avaient été remboursés à cette date.

L'action du Board a ralenti la chute des cours, qui sont demeurés au début de 1931, de 25 % plus élevés à Chicago qu'à Winnipeg. Cependant, la politique de stockage est dangereuse. Cette position d'attente serait interdite, faute de crédits, aux autres pays — et, du point de vue mondial, n'aggrave-t-elle pas encore la crise ?

Le rôle véritable du Farm Board réside dans une politique d'avenir. Comme la balance commerciale des Etats-Unis n'a pas besoin de rechercher une amélioration dans l'exportation du blé, l'intérêt du pays et des producteurs est le retour de la production au niveau de la consommation intérieure. Grâce à une liaison du Board avec les divers Offices de renseignements agricoles du monde entier, une direction suffisamment précise pourrait être donnée à la production régularisée par ailleurs par l'appoint d'un stock annuel.

Le Board est-il capable de persuader les fermiers de l'utilité de la coopération et de la nécessité d'observer ses directives au sujet des ensemencements ?

Il est à craindre que cette organisation idéale ne soit pas réalisable et que les efforts du Board ne soient vains. De plein gré, les fermiers ne consentiront pas à réduire leurs emblavures ; la politique

de soutien des cours abandonnée (4), parce que ruineuse même pour les Etats-Unis, seule demeure la solution habituelle, la disparition des entreprises agricoles les plus faibles auxquelles la crise aura fait une situation intolérable. C'est la faillite des organisations nationales en vue du marché d'exportation.

3° *L'Organisation en Australie*

L'exportation du blé est une nécessité pour l'équilibre de la balance commerciale de l'Australie. Il existait bien des organisations coopératives de vente dans quatre Etats (Nouvelles Galles du Sud, Australie Occidentale, Australie Méridionale, Victoria), organisés sur le modèle des pools provinciaux canadiens. Il n'existait pas d'organisme central.

Au début de 1930, le premier ministre Scullin déposa un projet de loi demandant la création d'une Agence Centrale de Vente. Adopté par la Chambre des Représentants, le projet fut rejeté par le Sénat, le 4 juillet 1930, malgré l'opinion très favorable de la population australienne.

Ce projet comportait une organisation de la

(5) Devant un accroissement trop considérable des stocks et une mauvaise volonté marquée des fermiers à réduire les ensemencements, le Farm Board a décidé, le 23 mars 1931, d'abandonner la politique de soutien des cours à partir du mois de juin 1931. Les prix à terme sur juillet sont tombés immédiatement au niveau des prix de Winnipeg : 60 cents le bushel, soit environ 56 fr. (11 fr. 50 or) le quintal.

vente du blé pour toute l'Australie : dans chaque Etat, un Office du blé (Wheat Board) élu par les producteurs, et pour le Dominion tout entier, un Office fédéral du blé (Commonwealth Wheat Board) au sein duquel chaque Office d'Etat était représenté.

La concentration de tous les blés produits en Australie serait obligatoire pendant cinq ans à partir de la récolte suivant la création de l'Office.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements d'Etats garantissaient solidairement aux producteurs le paiement de 4 shillings par boisseau (70 fr. l'hl.) à la livraison à la gare la plus proche.

Des prêts étaient consentis aux fermiers par la Banque Fédérale.

Ce projet, qui sera peut-être repris un jour, n'organise pas une Agence Centrale semblable au Pool Canadien. Ce dernier était libre, tandis que le Pool australien serait beaucoup plus sous la tutelle de l'Etat, sans doute parce qu'il est né en période de crise et que, dans une telle période, nulle organisation agricole libre ne dispose de capitaux suffisants pour surmonter la crise.

Le Pool australien différerait également de l'organisme américain. Ce n'est pas tant une stabilité des cours qu'une extension des débouchés que demandent les Australiens. Par une singulière compréhension des phénomènes économiques, c'est une augmentation considérable des ensemencements et de la production qu'ils préconisent. Le besoin qui a donné naissance au projet de création du Pool en Australie est néanmoins le même que celui qui fut

à l'origine de l'Agricultural Marketing Act, c'est-à-dire l'obligation de porter secours aux fermiers ; l'aide financière de l'Etat pour la solution de la crise.

4° Les Essais d'Entente Internationale entre les Associations de vente du blé

Nous avons vu les tentatives d'organisation dans trois grands pays exportateurs : le Canada, les Etats-Unis et l'Australie.

La République Argentine ne possède pas d'organisations semblables. Ce sont des sociétés d'éleveurs qui traitent avec les fermiers.

Il était naturel que les Associations de vente qui existaient dans les autres pays se réunissent afin de s'entendre sur une politique commune de vente, afin de réaliser à leur profit la maîtrise du marché.

La première Conférence Internationale se tint à Saint-Paul, du 16 au 19 février 1926 ; elle groupait 84 délégués représentant 19 organisations ou pools régionaux de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis et deux observateurs de l'U. R. S. S. Les délégués des trois pays de langue anglaise se mirent d'accord sur l'utilité qui résulterait pour eux d'une action commune pour la vente du blé, mais ils reconnurent que le temps n'était pas encore venu pour agir d'une manière efficace.

La création d'une commission d'études de six

membres, composée de trois représentants des pools canadiens et de trois délégués des organisations américaines fut décidée. Le siège de la commission fut établi à Winnipeg.

La seconde conférence réunit à Kansas City, du 5 au 7 mai 1927, 200 délégués des associations coopératives de vente du Canada, des Etats-Unis, de l'Australie et de l'U.R.S.S.

Il ne fut pas question d'organiser un Cartel de vente avec contingentement des quantités exportables pour chaque Etat parce que la surproduction n'était pas encore prévue. D'ailleurs, certains délégués, en particulier le vice-président du pool du Saskatchewan, M. Brouillette, condamnèrent l'idée d'une organisation mondiale qui n'aurait pas en vue l'intérêt du consommateur. La résolution de la Conférence exprima simplement le souhait que les organisations des Etats-Unis et de l'Australie puissent se grouper et présenter l'année suivante une agence centrale de vente semblable au Pool Canadien.

La troisième Conférence se tint à Regina (Saskatchewan) du 5. au 7 juin 1928. Elle groupait des représentants de 35 associations agricoles de l'Ecosse, de l'Angleterre, de l'Australie, des Etats-Unis, du Canada et de l'U.R.S.S., et ne fut pas réservée aux Coopératives de vente du blé. Cinquante-huit délégués des « Wheat pools » du Canada, des Etats-Unis et de l'Australie, et deux observateurs soviétiques examinèrent encore une fois la possibilité d'une action commune, préconisèrent la création de coo-

pératives de vente dans d'autres pays et se défendirent de vouloir une organisation préjudiciable aux consommateurs. Ce fut tout. De ces trois conférences, il n'est sorti aucune véritable organisation centrale de vente ; à peine quelques échanges de vues.

La crise de 1929 n'a pas encouragé la réunion de nouvelles conférences. Chaque pays s'est évertué à trouver lui-même un remède à la crise dont il souffrait. Les organismes qui sont nés depuis lors, tel le Farm Board américain, ou ceux dont la création fut projetée comme le Wheat Board australien, sont opposés à l'esprit du Pool canadien. Ils recherchent surtout une stabilisation des prix et leur rattachement à l'Etat qui doit protéger également le producteur et le consommateur leur interdit toute pensée de spéculation.

Lorsque la crise actuelle sera résolue (il faut bien que, par l'organisation, ou sans organisation elle ait une solution), les associations coopératives de vente du blé qui ont dû accepter la tutelle de l'Etat retrouveront leur liberté. Les conférences périodiques recommenceront sans doute. Aboutiront-elles à la formation d'un Cartel du Blé, capable d'imposer ses cours ? C'est possible. Mais ce Cartel ne pourra jamais fixer aux producteurs un contingent de production, ni même d'ensemencement. Les fermiers, encouragés par l'élévation des prix n'accepteront pas de limiter leurs emblavures. Un cycle nouveau de surproduction s'ouvrira : faillite du Cartel du Blé ; aide de l'Etat aux organisations nationales ; abais-

sement progressif de la production ; retour à une situation prospère.

Il est en effet à craindre que les crises du blé ne deviennent de plus en plus générales, et, malgré les différences qui séparent la production agricole et la production industrielle, d'une périodicité de plus en plus régulière.

CHAPITRE IV

LE PROBLÈME NATIONAL

Pour tous les pays importateurs qui protègent leur agriculture, le problème se pose à peu près de la même manière : défense des produits nationaux contre les bas prix des produits étrangers similaires ; la solution immédiate est la même : élévation du droit de douane. Cependant, il faut distinguer entre les pays toujours importateurs (Allemagne, Italie) et les pays tantôt importateurs et tantôt exportateurs (France, Pologne). Pour les premiers, il n'y a pas de problème, puisque le relèvement du droit de douane doit suffire à maintenir les cours à un niveau stable.

La question est autrement délicate dans les seconds. Pour empêcher, en cas de surproduction, l'excédent de peser sur le marché national et sur le marché mondial, une organisation de la production et de la vente est nécessaire pour obtenir une certaine stabilisation des prix. C'est exactement la situation de la France, situation qui mérite d'être étudiée, car elle présente quelque complexité, due spécialement à l'opposition des intérêts des producteurs et des consommateurs, et si l'on opte pour la défense

des agriculteurs, comme il résulte de l'étude des mesures de protection prises par le gouvernement en 1930, à la difficulté de trouver une solution d'ensemble, d'organiser la production et la vente des céréales.

I. — *La Situation Générale*

Avant la guerre, la France consommait en moyenne chaque année 92 millions de quintaux de blé environ. Elle n'en consomme guère plus de 85 millions de quintaux en 1930.

La superficie des terres ensemencées en blé est passée d'une moyenne de 7 millions d'hectares pendant la décade 1881-90, à une moyenne de 6.800.000 hectares de 1891 à 1900, à 6.550.000 dans la période 1901-1910.

Par contre, la production totale augmentait à la suite des progrès de la culture et de l'accroissement du rendement à l'hectare, lentement d'abord, d'une moyenne annuelle de 84.500.000 quintaux pendant la période 1881-90, et de 85.500.000 quintaux de 1891 à 1900, elle s'élevait à 89 millions de quintaux de 1901 à 1910.

De 1914 à 1918, les meilleures terres à blé de France furent bouleversées par la guerre ou occupées par l'ennemi. Le reste des campagnes françaises ne possédait plus qu'une main-d'œuvre de vieillards, d'adolescents ou de femmes.

En 1917, 4.200.000 hectares seulement furent cultivés pour une production de 36.600.000 quin-

taux, à peine les $\frac{2}{5}$ des besoins. C'est de ce moment que date l'accroissement de la production dans les pays d'outre-mer.

Depuis 1921, la culture est redevenue normale, mais malgré le retour de l'Alsace-Lorraine, la superficie moyenne des terres ensemencées n'a été, de 1921 à 1930, que de 5.300.000 hectares, en diminution de 1.250.000 hectares sur la période 1901-1910.

Cependant, tandis que les superficies ensemencées annuellement restent sensiblement les mêmes, la production varie avec une fantaisie qui ne manque pas de régularité, ainsi que l'indique le tableau suivant (1) :

ANNEES	Superficies ensemencées 1000 hectares	Production 1000 qx	Rendement hectare qx
1921.....	5.382	88.034	16.35
1922.....	5.289	66.220	12.51
1923.....	5.533	74.998	13.55
1924.....	5.512	76.525	13.88
1925.....	5.614	89.905	16.03
1926.....	5.249	63.077	12.01
1927.....	5.287	75.150	14.22
1928.....	5.243	76.554	14.60
1929.....	5.159	87.053	16.87
1930.....	5.343	62.901	11.77

Il est curieux de remarquer dans ce tableau la possibilité de diviser la période 1921-1930 en périodes quadriennales, de 1921 à 1924, et de 1925 à 1928, et de constater, à partir de 1929, l'amorce d'une troisième période.

(1) Statistiques agricoles annuelles. Ministère de l'Agriculture.

A une année de très forte production succède une année de production médiocre, suivie de deux années de production moyenne.

On ne saurait tirer une conclusion importante de cette remarque. Il ne peut y avoir là qu'une coïncidence qui mérite d'être signalée, mais qui ne trouve pas de précédent dans tout le xix^e siècle (2), dont, par conséquent, on ne peut se servir pour des prévisions en vue des récoltes futures. Cependant, l'observation de ces cycles quadriennaux permet, sans risque d'erreur, de déclarer que pendant longtemps encore la France sera importatrice.

De 1921 à 1924, la production totale a été de 305.777.000 quintaux.

De 1925 à 1928, elle a été de 304.686.000 quintaux.

Soit une production moyenne annuelle de 76.444.000 quintaux pour la première période, de 76.171.000 quintaux pour la seconde.

Il y aurait donc une légère tendance à la baisse. Le rendement à l'hectare passe également de 14,54 qx en 1921-24, à 14,24 qx en 1925-28, soit une diminution de 2,1 %. La moyenne des emblavures a également diminué de 1,8 % d'une période à l'autre.

Comme la consommation annuelle est estimée à 85 millions de quintaux environ, une importation moyenne annuelle de 9 millions de quintaux a été nécessaire. Et un cycle nouveau semble recommencer en 1929.

(2) V. Statistique agricole, 1927, p. 180, 182, 184.

Rien ne peut, mieux que ce tableau, indiquer le véritable caractère du problème du blé en France. Les variations subites de la production, supérieure aux besoins pendant une année, inférieure d'un quart l'année suivante, entraînent des variations de prix très préjudiciables aux agriculteurs.

Or, le prix de revient d'un quintal de blé est, nous le verrons plus loin, très élevé dans toutes les régions de la France, et chaque année à peu près semblable.

Mais la loi de l'offre et de la demande ne peut jouer librement afin de permettre en période de sous-production une hausse des prix compensatrice de la baisse pendant les années excédentaires. Pendant les années déficitaires, le prix du blé ne s'établit pas à un niveau bien supérieur au coût de production, parce que le consommateur ne pourrait supporter la hausse du prix du pain. Son revenu étant en général stationnaire et une réduction de la demande lui étant impossible.

Il ressort encore du tableau précédent que la France est dans une situation privilégiée. Cette stabilité des prix que recherchent inutilement les producteurs d'outre-mer, la France peut l'obtenir, puisque, chez elle, l'organisation du stockage aurait le rôle bienfaisant qu'il ne peut jouer dans un pays exportateur. Mais la répartition des excédents sur les années déficitaires suppose une organisation que ne possède pas notre pays. Le problème consiste précisément à savoir si l'on doit réaliser cette organisation au profit des producteurs nationaux, ou bien

si l'on doit abandonner ceux-ci dans l'intérêt des commerçants et des consommateurs.

Afin de mieux discuter les thèses en présence, il est nécessaire de connaître la situation dans chaque région de la France où la culture du blé offre des aspects si différents (3).

RENDEMENT MOYEN PAR RÉGION, DE 1920 A 1928

REGIONS	Quintaux à l'hectare
Nord	19,16
Est	14,47
Centre	14,13
Ouest	13,90
Est Central	12,85
Midi	11,94
Massif Central	11,05
Sud-Ouest	10,62

Pendant cette période, 21 départements seulement eurent un rendement moyen supérieur à 15 qx dont 13 dans le Nord (Aisne, Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme) ; 4 dans le Centre (Allier, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) ; 3 dans l'Ouest (Finistère, Mayenne, Sarthe) et 1 dans l'Est (Marne).

Soixante-cinq départements produisirent moins de 15 qx à l'hectare, dont dix eurent un rendement

(3) V. Rapport présenté à l'Assemblée Générale des Présidents des Chambres d'Agriculture de France, par MM. Rémond et Hallé. 1929.

inférieur à 10 qx ; 2 dans le Midi (Corse et Alpes-Maritimes), 2 dans le Massif Central (Aveyron et Lot) et 6 dans le Sud-Ouest (Ariège, Charente, Gers, Landes, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne).

L'ensemble des 65 départements a produit environ annuellement 45 millions de quintaux en moyenne, dont 9 millions pour les départements qui forment la région la plus défavorisée : le Sud-Ouest.

Le Prix de Revient. — Les différences de rendement n'auraient qu'une importance minime si le coût de production suivait les mêmes variations. Mais ce dernier subit des fluctuations très irrégulières et n'est pas toujours proportionné à la production.

Il est difficile de déterminer exactement le prix de revient d'un produit agricole, parce qu'il y a trop d'interdépendance entre les diverses branches de la production en agriculture pour pouvoir en spécialiser facilement les dépenses.

Néanmoins, les Associations agricoles, s'inspirant de l'exemple donné par la ferme expérimentale de Grignon, se sont préoccupées d'établir aussi exactement que possible les frais de culture d'un hectare de blé.

A la ferme de Grignon, d'après les chiffres cités par M. Brétignière, la culture d'un hectare de blé revenait en 1924 à 2.349 fr.; en 1925, à 3.027 fr.; en 1926, à 3.095 fr.; en 1927, à 3.597 fr.

Dans la région du Nord, les Chambres d'Agriculture de la Somme, de la Seine-et-Marne, de la Seine-et-Oise, de l'Aisne et du Pas-de-Calais, indi-

quent en 1928 des frais de 3.250 à 3.900 fr. à l'hectare pour des rendements de 25 qx ; et de plus de 4.000 fr. pour les grosses exploitations où le rendement de 30 qx. à l'hectare est dépassé.

Pour la région de l'Est, la Chambre d'Agriculture de la Meuse indique 2.800 fr. pour un rendement de 15 qx. à l'hectare.

Dans l'Ouest, les estimations sont de 2.100 à 2.600 fr. pour des rendements allant de 10 qx. 27 pour la Vienne à 18 qx. pour le Finistère.

Pour le Centre (Loir-et-Cher) et pour l'Est Central (Jura), le prix de revient serait de 2.300 fr. pour un rendement de 13 à 14 qx.

Dans le Massif Central, la Chambre d'agriculture de la Loire indique 3.000 fr. ; celle du Gard, pour la région du Midi, porte 2.500 fr. pour un rendement de 15 quintaux.

Dans tous les départements du Sud-Ouest, la moyenne des rendements est inférieure à 14 qx. à l'hectare. D'après les Chambres d'Agriculture de la Charente, de la Dordogne, de la Gironde, du Gers et de la Haute-Garonne, le prix de revient oscillerait de 2.100 à 2.500 fr. à l'hectare (la différence vient surtout de la façon dont est pratiquée la culture intensive, emploi d'engrais de plus ou moins bonne qualité, soins apportés à la préparation de la terre, et au blé en herbe).

Ainsi, les frais de culture varient en France, de 2.000 à 3.800 fr. l'hectare, pour des rendements oscillant de 8 à 30 quintaux, soit un coût de produc-

tion de 130 à 250 fr. le quintal contre 20 à 32 fr. en 1913.

Le coefficient d'augmentation du prix des objets nécessaires à l'agriculture a été, depuis 1913, plus élevé que le coefficient d'augmentation du prix du blé (4).

Le coefficient serait de 10 pour les salaires ; de 6,5 pour les outils et machines ; de 10 pour les constructions et seulement de 5,5 pour les engrais.

Or, au prix de 150 fr. le quintal contre 27 fr. 73 en 1913, le blé n'est affecté que d'un coefficient de 5,5. Pour atteindre le coefficient 7 qui est celui du coût de production, le prix du quintal devrait monter à 194 fr.

Mais le prix du pain s'élèverait alors à un taux prohibitif, quoiqu'il résulte d'une comparaison du prix du pain en France et dans les pays étrangers, que le pain était en France, en 1929, moins cher que partout ailleurs (5) :

Paris, 2 fr. le kilog.

Londres, 2 fr. 20.

Rome, 2 fr. 50.

Amsterdam, 2 fr. 50.

Madrid, 2 fr. 60.

Berlin, 4 fr. 50.

Philadelphie, 4 fr. 75.

Oslo, 5 fr. 50.

Vienne, 5 fr. 75.

(4) V. M. Augé Laribé. *Revue d'Economie Politique*, 1930, p. 629 et suiv.

(5) P. Hallé. *Rev. d'Economie Rurale*, juil.-août 1929.

Il faut, en effet, remarquer que le pain est, en France, la base de l'alimentation nationale et qu'en période normale, une hausse du prix du pain risque d'entraîner une hausse des salaires et des prix.

Bien plus, un tel prix semblerait un défi aux consommateurs, puisqu'il serait le double ou le triple des prix pratiqués sur le marché mondial.

D'ailleurs, les producteurs eux-mêmes n'en demandent pas tant. Même avec un léger déficit, ils continueraient la culture du blé, complémentaire de la culture des plantes sarclées et des prairies artificielles.

Cependant, ils réclament l'assurance d'un prix stable, et autant que possible rémunérateur pour la plupart des fermes, celles pour lesquelles le prix de revient de l'hectolitre varie entre 130 et 170 fr. le quintal ; prix encore élevé contre lequel les consommateurs s'insurgent.

Tout le problème national réside dans cette question : Faut-il donner raison aux consommateurs ? Ou, sinon, comment parvenir à une stabilisation des prix ?

II. — *Les thèses en présence : Libre échange ou Protection*

La thèse libérale, héritière de Bastiat, traite l'Economie Politique du point de vue du consommateur.

La thèse protectionniste, soucieuse d'assurer avant tout l'indépendance nationale, est favorable aux agriculteurs.

Puisque l'agriculture française, disent les consommateurs et le commerce d'importation, est incapable de produire du blé à un prix de revient assez bas pour lui permettre de lutter sur le marché libre avec les producteurs d'outre-mer, qu'elle cesse d'en produire. Le droit de douane n'enrichit que l'Etat.

Il faut donc supprimer les droits de douane et toutes les entraves à la libre concurrence, rechercher l'accroissement de la production internationale, afin d'entraîner une baisse des prix aussi forte que possible. Quant aux agriculteurs nationaux, il est pour eux de bien meilleure politique de remplacer la culture du blé par des cultures plus productives. Le problème serait de la sorte résolu à la satisfaction de tous.

Critiquer ces conclusions, c'est prendre parti pour la thèse adverse : celle des producteurs et des partisans de l'indépendance nationale.

La doctrine libérale serait parfaite si tous les pays en adoptaient et en appliquaient le principe. Sinon elle ne peut être qu'un leurre pour les pays qui tentent isolément l'expérience.

C'est l'objection fondamentale que firent les protectionnistes anglais à Richard Cobden. C'est au nom de cette objection que les pays qui, d'abord, s'étaient engagés dans la voie du libéralisme avec l'ère des traités de commerce de 1860, retournèrent petit à petit au protectionnisme.

Un Etat considère les droits de douane comme la manifestation la plus nette de son indépendance.

Il ne tend qu'à un but : vivre sur lui-même et sur des colonies qu'il aura su se créer. Pour atteindre ce but, il lui est nécessaire de mettre ses industries naissantes et son agriculture à l'abri des barrières douanières.

Ceci n'est pas vrai seulement pour un Etat jeune, nouvellement venu dans la Société des Etats, et qui tient d'autant plus à affirmer sa vitalité. La même situation s'offre aux pays très anciens et puissants qui ne veulent pas être tributaires d'un pays étranger rival aujourd'hui, ennemi peut-être demain, pour des matières premières ou des produits manufacturés d'une importance vitale.

On objecte l'exemple de l'Angleterre dont la politique sociale réclamait la liberté du commerce des céréales et qui n'a pas hésité à sacrifier l'agriculture à l'industrie et au commerce. Il est vrai que le libre-échangeisme a fait, au xix^e siècle, la fortune de l'Angleterre. Mais la Grande-Bretagne avait sur toutes les autres nations l'avantage de la supériorité de sa flotte qui lui assurait son ravitaillement avec ses Dominions et les pays d'outre-mer.

L'Angleterre est dans une situation unique qu'il serait dangereux, pour un autre pays, d'imiter, surtout pour la France, qui est avant tout un pays agricole, et dont l'équilibre, très envié, provient d'une proportion optima entre l'industrie et l'agriculture.

C'est la France qui réalise le mieux les aspirations d'un pays à pourvoir au plus grand nombre de ses besoins.

Accepter la thèse libre-échangiste serait suppri-

mer les trois-quarts de sa production de blé (pratiquement, par suite de l'habitude des agriculteurs français de récolter au moins, même à perte, leur nourriture, cette proportion pourrait être réduite à la moitié). Ce serait rendre la France tributaire de l'étranger pour la satisfaction d'un de ses besoins primordiaux, et accroître dans des proportions inquiétantes, le déficit déjà considérable de sa balance commerciale (6).

Au prix minimum de 100 fr. le quintal, pour 45 millions de qx. importés, cela ferait une aggravation du déficit de la balance d'au moins 4 milliards.

La suppression de la culture du blé entraînerait en outre un abaissement du revenu des producteurs, quoiqu'en disent les partisans de la libre concurrence qui prétendent que la culture des plantes de remplacement ou l'élevage donneraient des revenus supérieurs à ceux du blé.

Les prévisions que l'on peut faire à ce sujet manquent de précision.

Par quoi remplacer le blé dans le Sud-Ouest, dans la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne, le Lot-et-Garonne, ou le Gers, qui produisent annuellement près d'un million de quintaux chacun, et, en général, dans tous les départements dont le rendement est inférieur à 15 qx. à l'hectare.

Par l'élevage ? Mais le blé est complémentaire des prairies artificielles.

(6) Déficit général. Compte tenu des colonies françaises et des protectorats de 8.081.471.000 fr. en 1929.
de 9.514.717.000 fr. en 1930

Par la vigne ? Là aussi la surproduction est menaçante, à cause de la concurrence de la viticulture algérienne et aussi de l'erreur des viticulteurs qui accroissent la quantité sans souci de la qualité.

Par les fruits ? Les débouchés tendent à se restreindre et une crise assez grave sévit, due à la négligence des producteurs qui se sont laissés supplanter sur le marché étranger par les producteurs de Californie ou de l'Afrique du Sud, plus soucieux d'une présentation impeccable et d'une offre de qualité toujours égale.

Par la culture florale ? Ce n'est qu'un palliatif local ; le climat n'est pas partout favorable et bien peu d'agriculteurs connaissent la délicate culture des fleurs.

Par le développement de la culture du maïs, de l'orge ou de l'avoine, l'élevage de la volaille ? Dans une certaine mesure, sans doute. Mais la culture de ces produits de remplacements ne pourrait pas être le résultat d'une politique d'ensemble. Et qui sait si elle n'aboutirait pas à son tour à une surproduction rapide ?

Les revenus de certains agriculteurs s'accroîtraient peut-être du fait d'un changement de culture, mais le résultat général serait plutôt négatif. Il est impossible de calculer même approximativement les conséquences d'un changement de politique commerciale. Il est toutefois à craindre que des revenus qui, autrefois, ne quittaient pas le pays après avoir profité à toutes les branches de la production, ne

profitent qu'aux pays exportateurs de blé, nos vendeurs, et à des pays industriels concurrents.

Même dans le cas de suppression des barrières douanières par tous les pays, le libre-échange aurait, pour la France, de très gros inconvénients, car pour aucun produit, notre pays ne jouit d'un coût de production privilégié. La culture du blé et celle de la betterave sucrière seraient presque supprimées ; la viticulture souffrirait de la concurrence américaine, sud-africaine et des pays méditerranéens ; la situation de l'élevage ne serait guère plus florissante.

Il s'en suivrait une accélération du mouvement d'abandon de la terre, un affaiblissement des qualités paysannes qui sont parmi les meilleures de la race et lui conservent dans une large mesure son originalité.

La politique libérale qu'il était utile d'étudier, car elle a de chauds partisans, aboutirait à un affaiblissement de la France et à de néfastes conséquences.

III. — *La Politique Gouvernementale pendant la crise de 1929*

Le gouvernement français n'a pas suivi la politique libérale. Il a préféré le producteur au consommateur. Pendant la crise qui résulta de la récolte exceptionnelle de 1929, il a pris des mesures protectrices de circonstance (relèvement des droits de douane ; réorganisation du régime de l'admission

stockage ; réorganisation de la Bourse de Commerce) Pour prévenir le retour de crises semblables, il a projeté la création d'organismes de stabilisation des prix du blé.

1° *Le droit de douane.* — Il ne suffit pas d'accepter le principe de la protection ; il faut l'appliquer d'une manière aussi efficace que possible.

a) *L'Echelle mobile.* Le système de l'échelle mobile qui fut appliqué en France de 1819 à 1860, prévoyait une augmentation des droits quand le prix du blé baissait sur le marché national ; une diminution lorsqu'il haussait.

Le résultat était le plus souvent inverse de ce que l'on espérait, parce que les importateurs attendaient le prix le plus haut sur le marché national pour importer, tandis que les exportateurs, dans les périodes de surproduction, restreignaient leur demande, laissaient s'accumuler les stocks et se précipiter les offres, afin d'acheter au cours le plus bas.

Et l'équilibre des prix n'était jamais atteint.

b) *Le droit fixe.* Le droit *ad valorem* n'accorderait aucune protection, puisque, si l'on choisit, pour son calcul, la valeur du blé sur le marché national, il sera d'autant plus fort que le prix du blé sera plus élevé et que l'on aura besoin d'en importer ; d'autant plus faible que le prix sera plus bas et que l'on aura besoin de plus de protection. Si l'on choisit au contraire la valeur sur le marché d'origine, le droit sera d'autant plus faible que le prix sera bas sur ce marché et que, par conséquent, une invasion

du marché national et un avilissement des prix sont à craindre.

Seul le droit *spécifique* peut être employé, exprimé en francs par quintal avec faculté de relèvement immédiat, grâce au procédé de la loi de Cadenas du 13 décembre 1897, modifiée par la loi du 1^{er} décembre 1929 (art. 6). Aux termes de cette dernière loi, le Gouvernement peut élever le droit de douane, par décret rendu en Conseil des Ministres, sous réserve de ratification ultérieure par les Chambres.

Ce changement dans le taux du droit est transmis télégraphiquement à tous les bureaux de douane, affiché et appliqué dans ces bureaux dès le lendemain matin, et publié au *Journal Officiel* dans la nuit. S'il n'y a pas eu indiscretion, les quantités de blé entreposées ne peuvent être dédouanées qu'au droit nouveau.

Ce procédé peut être dangereux, mais il est nécessaire. Le 19 mai 1930, le droit de douane antérieur de 50 fr. par quintal fut, par ce moyen, porté à 80 fr. Aucune fraude ne fut permise parce que les conditions de secret furent rigoureusement suivies. Sinon, une réforme qui ne visait qu'à une amélioration des cours sur le marché national aurait eu pour résultat immédiat un affaiblissement plus grave de ces prix par le dédouanement soudain, avant l'application du nouveau droit, de centaines de milliers de quintaux de blé.

Nous avons vu, dans le tableau des droits de douane européens, le tarif du droit sur les farines : 128 fr. au taux de blutage de 70 % ; 160 fr. pour un

taux allant de 60 à 70 % ; 185 fr. au-dessous de 60 %.

Mais l'élévation du droit de douane ne suffit pas; certaines qualités de blés, en particulier les blés durs canadiens, riches en gluten, servent à la fabrication du pain léger auquel le Français s'est habitué. Ils ne peuvent être remplacés que par des produits chimiques contre l'usage desquels l'Académie de Médecine s'est prononcée. Le blé d'autre-mer a donc, même à un prix un peu supérieur, quelques chances d'être préféré aux blés français de qualité moyenne et parfois médiocre (le poids spécifique moyen de l'hectolitre, en 1930, a été de 72 kgs).

Aussi, faut-il compléter le relèvement du droit de douane par la réglementation des quantités de blés étrangers à incorporer dans le pain (art. 1, loi 1^{er} décembre 1929). Le décret du 2 décembre 1929 avait fixé à 3 % ce pourcentage d'incorporation. Pour les pains de gruau et de régime le pourcentage était élevé à 20 % sous condition d'une déclaration au préfet et de l'engagement pris par l'importateur de ré-exporter dans les 3 mois une quantité de blé indigène égale à la quantité de blé importée.

Après la mauvaise récolte de 1930, le pourcentage de 3 % a été relevé à 10 % par le décret du 26 juillet 1930.

En outre, un décret du 20 novembre 1930 exige une déclaration souscrite par tout importateur de blé ou de farine, en double exemplaire, dont l'un reste au Bureau de la douane et l'autre est expédié dans les 24 heures au ministère de l'agriculture. Ce décret qui a pour but de faciliter le contrôle et d'em-

pêcher la fraude, complète un décret du 13 octobre 1930, créant au ministère de l'agriculture un service de contrôle des céréales panifiables en vue d'assurer l'application des lois du 1^{er} décembre 1929 et du 30 avril 1930.

2° *La Réglementation de l'admission temporaire.* — La loi du 1^{er} décembre 1929 (art. 3) s'exprime ainsi :

« La faculté accordée aux meuniers importateurs de laisser sur le territoire national totalité ou partie des farines, semoules et gruaux provenant de la mouture des blés est supprimée. L'importateur devra, au moment de la délivrance de son titre de perception, souscrire l'engagement de réexporter dans le délai de 3 mois une quantité, fixée par décret, de farine correspondant au blé importé ou, à défaut, acquitter des pénalités très fortes. »

La meunerie (7) prétendit qu'exiger l'exportation à l'identique serait prononcer son arrêt de mort.

Le décret du 20 mai 1930 a admis la réexportation à l'équivalent ; mais il a réduit au minimum le risque de trafic des acquits à caution en instituant une commission chargée (art. 3 du décret).

1° De déterminer le rendement en quantité de farine panifiable des blés exotiques importés ;

(7) V. Rapport de M. Louis Racine, président du Syndicat National de la meunerie d'exportation. Documents Parlementaires. Chambre. Annexe n° 3.485, p. 1201 et suiv.

2° D'établir les nouveaux types créés pour les farines et semoules présentées à la décharge de ces blés en admission temporaire.

Il ne semble pas que, malgré l'établissement des barèmes nouveaux, serrant de plus près le rendement des blés en farines, la nouvelle réglementation ait donné tous les résultats qu'on en pouvait espérer.

3° *Le remboursement du droit de douane.*

— Le système du bon d'importation dont nous avons étudié le principe aux Etats-Unis, et qui fonctionne en Allemagne depuis la loi du 14 avril 1894 (8) a été discuté en France (9). C'est une prime indirecte à l'exportation sous la forme d'un remboursement du droit de douane, correspondant au montant des droits qui seraient perçus sur une quantité égale de blé ou de farines importés en France qui fut instaurée par la loi du 1^{er} décembre 1929 (art.4), complétée par le décret du 4 décembre 1929 et les lois du 1^{er} et du 30 avril 1930. Une somme de 317 millions octroyée par ces lois successives fut employée à ces remboursements.

La prime à l'exportation, quel que soit le nom qu'on lui donne, n'est qu'un pis aller. Elle provoque les protestations des producteurs étrangers, puisqu'elle est une forme du dumping ; et, appliquée systématiquement, elle aboutit à des résultats sem-

(8) V. étude et statistiques de M. Wolf. Doc. Parl. Ch. 1930, p. 1.236 et suiv. et sup., p. 68.

(9) V. projet H. Chasles. Doc. Parl. 1930, p. 1.234.

blables à ceux qui provoquèrent la Conférence Sucrière de Bruxelles, en 1902. D'ailleurs, il ne s'agit pas, en France, d'encourager l'exportation du blé, mais d'organiser le report des excédents en vue des déficits futurs sur le marché national.

4° *Le Stockage.* — La loi du 30 avril 1930 (art. 1^{er}) place la question sur un meilleur terrain.

Elle organise le stockage en ces termes (10) :

« Le ministre de l'agriculture est autorisé, dans
« les limites d'un crédit de 30 millions de fr., à en-
« gager les dépenses nécessaires pour entretenir un
« stock de sûreté de blés et farines destiné à l'ali-
« mentation de la population. Le ministre de l'agri-
« culture détermine, d'accord avec le ministre de la
« guerre, les localités où ce stock devra être déposé,
« les conditions des adjudications et des marchés
« passés pour assurer la réunion, la conservation et
« le renouvellement de ce stock — stock que l'ad-
« judicataire devra conserver en permanence pen-
« dant la durée du contrat et en supplément de ce-
« lui qu'il devrait normalement posséder — les me-
« sures de contrôle à exercer et la rémunération à
« accorder qui comprendra l'intérêt du capital en-
« gagé calculé d'après le taux des avances sur titres
« de la Banque de France et une allocation qui ne

(10) Pour le cahier des charges, v. Doc. Parl. Ch. 1930, p. 1.193 et suiv.

« pourra, au total, excéder 4 %, représentant les
« frais de toute nature et le bénéfice normal. »

Le décret du 31 mai 1930 déclare que le service de l'Intendance militaire procédera à la passation des marchés, dans les conditions fixées par le décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat.

Toutefois, la préférence sera donnée, à prix égal, aux agriculteurs et aux associations professionnelles composées d'agriculteurs (11).

Pendant le second semestre de l'année 1930, les associations coopératives de vente et de transformation du blé ont fréquemment profité de ces termes du décret, ainsi que les autres syndicats et coopératives agricoles.

5° *La Réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris.*— La spéculation serait bienfaisante si elle se bornait à son véritable rôle : la prévision sérieuse de l'état futur du marché et si elle indiquait seulement les opérations réelles à terme entre les producteurs et les commerçants ou entre les commerçants et la meunerie. Mais la spéculation a tendance à devenir un jeu, à ne porter que sur des opérations fictives par lesquelles vendeurs et acheteurs cherchent seulement à s'assurer le bénéfice d'une prime. L'intérêt

(11) Le décret du 6 septembre 1930 autorise les marchés de gré à gré et préconise les ventes échelonnées de trois mois en trois mois.

du producteur est alors mal défendu, car les cours réels sont influencés par les cours fictifs. Il en était ainsi en juillet 1930 ; les cours étaient faussés par une position des vendeurs à la baisse, alors que la récolte s'annonçait mauvaise. Il était nécessaire de mettre un frein à la spéculation.

C'est l'objet de l'arrêté du 30 juillet 1930, pris par le ministre du commerce, M. P.-E. Flandin, modifiant l'arrêté du 31 juillet 1924, portant homologation du règlement du marché du blé.

Aux termes du nouvel arrêté :

1) Aucun spéculateur ne pourra faire à la Bourse de Commerce une opération sans la faire enregistrer à la Caisse de liquidation, c'est-à-dire sans verser une caution pour chaque ordre donné.

2°) Les commissionnaires n'ont plus le droit de traiter pour leur propre compte.

3 Il leur est interdit de pratiquer la contre-partie ou le contrat indirect.

4° Ils sont obligés de déclarer chaque jour au commissaire du gouvernement les quantités qu'ils ont traitées.

La réforme a été efficace, ainsi que l'indiquent les chiffres suivants :

Quantités de blé traitées au marché de Paris (12) :

Mois de Janvier 1930, total....	9.651.800 qx
» » Juin 1930	12.282.000 qx
» » Août 1930	679.800 qx
» » Octobre 1930	666.200 qx
» » Janvier 1931	326.200 qx

Les prix ont suivi désormais le cours normal qui convenait à une récolte déficitaire, et se sont stabilisés à la fin de 1930 aux environs de 170 fr. le quintal pour un poids spécifique de 73 kgs.

IV. *Les Projets d'organisation de la vente et du stockage des blés, en vue d'une stabilisation des cours*

Les mesures, prises en 1929 et en 1930 par le gouvernement, quoique nécessaires et efficaces, n'en constituent pas moins qu'un palliatif à une crise assez courte que l'organisation aurait pu éviter.

Nous savons que, dans un pays généralement importateur, l'organisation a plus de succès que dans les pays exportateurs. Nous avons vu ces derniers essayer inutilement d'enrayer la baisse des cours par le stockage et le financement de la récolte. Mais ces exemples ne doivent pas arrêter en France les progrès de la coopération. Il faut à la politique

(12) Chiffres officiels communiqués par la Bourse de Commerce de Paris.

du blé une unité de direction, et à cette direction une indépendance suffisante, un caractère professionnel marqué.

Il faut cependant veiller à ce que l'organisme chargé de réaliser le but poursuivi (stabilisation des prix par le report des excédents), ne soit pas tenté de devenir un organisme de spéculation, soit au préjudice des producteurs, soit au détriment des consommateurs.

Cela explique que l'on trouve des conceptions différentes d'un tel organisme :

Des conceptions politiques caractérisées par une intervention plus ou moins forte de l'Etat qui se concrétisent en projets de loi qu'il convient d'examiner, puisqu'ils représentent des organisations réalisables ;

Un projet plus rationnel qui présente la question sous un meilleur jour en se préoccupant de la liaison entre les différentes coopératives agricoles, du stockage et du financement de la récolte, grâce à l'appui du Crédit agricole.

1° Les projets de loi

A. — Le Projet Socialiste de M. Compère Morel (13) :

Le parti socialiste réclame à la fois la création d'un Office National des Engrais (Mines de potasse d'Al-

(13) Projet de loi, n° 2.972.

sace, phosphates de Tunisie et du Maroc, Superphosphates, Sulfate d'ammoniaque), la création de moulins nationaux (par la concentration au profit de l'Etat des plus fortes entreprises qui écrasent quotidiennement plus de 500 qx de blé), et la formation d'un Office du Blé.

Cet Office, jouissant de l'autonomie financière serait administré par un conseil de 22 membres comprenant :

Le Ministre de l'agriculture, président de droit;

Un représentant du ministre du Commerce et un représentant du ministre des Finances ;

2 membres désignés par les Chambres d'Agriculture,

3 par les organisations agricoles,

2 choisis par le ministre de l'agriculture parmi les organisations du commerce des grains, de la meunerie et de la boulangerie,

3 parmi les organisations de consommation ;

Les présidents des Commissions du Budget et de l'Agriculture de la Chambre et du Sénat et deux membres désignés par elles,

Les rapporteurs du Budget et de l'Agriculture des Chambres,

Un représentant de la Caisse Nationale du Crédit Agricole,

Le Directeur de l'Office National des Engrais.

Un crédit de 1 milliard serait mis à la disposition de l'Office afin de constituer un stock destiné à l'approvisionnement des villes et de l'Intendance

permettant de résorber les excédents. Des silos coopératifs assureraient la constitution et la conservation des stocks. Pour la création de ces silos, un crédit de 100 millions serait mis à la disposition de l'Office qui les subventionnerait dans la proportion de 40 %.

B. — Le projet de M. Hennesy, ancien ministre de l'Agriculture (14) :

L'Office du Blé, d'après le projet de M. Hennesy, serait, d'après l'expression du ministre lui-même, un centre de documentation et d'études auprès duquel devrait fonctionner un bureau de statistique. Grâce à la connaissance de la situation économique des producteurs et l'évolution du marché national et international du blé, l'Office devrait, en temps utile, proposer des mesures nécessitées par les circonstances.

Quoique l'orientation de la politique de l'Office soit nettement agricole, les représentants des intérêts divergents de la consommation, du commerce et de la meunerie seraient entendus en Assemblée plénière.

La Commission Permanente chargée spécialement des intérêts des producteurs comprendrait 28 membres :

(14) V. p. V, Séance du Sénat, 7 nov. 1929. Renvoi du projet pour étude à la Commission d'Agriculture du Sénat.

Le Directeur de l'Agriculture,
Un Inspecteur général de l'Agriculture,
5 techniciens de la question du blé,
8 représentants des Offices régionaux agricoles,
8 représentants des Chambres d'Agriculture,
5 représentants de groupements agricoles.

A côté de cette commission à caractère nettement professionnel, prendraient part à l'Assemblée plénière, à titre consultatif :

6 représentants gouvernementaux : 1 représentant de chacun des ministères suivants : Finances, Intérieur, Commerce, Guerre ; 1 représentant du Gouvernement Général de l'Indochine et 1 représentant de la Résidence Générale du Maroc ;

9 représentants des divers groupements intéressés : 1 du commerce d'importation des céréales et 1 de la Bourse du Commerce de Paris, 2 de la Meunerie ; 3 de la Boulangerie et 3 des Consommateurs.

L'Office du Blé serait substitué aux divers organismes institués au Ministère de l'Agriculture : Comité du Blé ; Commission d'Utilisation du Blé, Office des Céréales panifiables.

C. — Projet de M. Victor Boret, ancien ministre de l'Agriculture (15) :

Le projet de M. Victor Boret est né d'un désaccord au sein du Cabinet Steeg entre le ministre de

l'Agriculture et le sous-secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale, M. Léon Meyer.

Il prévoit la création d'un Office des Céréales doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture, dirigé par un Conseil d'Administration élu par une commission plénière dont la composition serait réglée par décret du Ministre de l'Agriculture et des Finances, avec prédominance des intérêts agricoles et représentation des intérêts opposés.

La mission essentielle de l'Office serait la stabilisation du cours des céréales à un niveau suffisant pour assurer la sauvegarde de la production nationale. A ce sujet, le Ministre de l'Agriculture fixerait, chaque année, pour Paris et chacun des centres commerciaux de province, le prix minimum à payer aux producteurs pour le blé sain, loyal et marchand.

L'Office serait ensuite chargé d'étudier tous les problèmes relatifs à la production, à la conservation et à l'utilisation des céréales, de régler les importations de céréales d'outre-mer et de faciliter l'exportation des céréales indigènes.

Comme le prix minimum entraînerait une élévation du prix du pain, le produit d'une taxe compensatrice perçue par le service des douanes sur les blés importés à leur entrée en France et par le service des contributions indirectes sur les blés métropolitains au moment de leur entrée au moulin serait répartie par l'Office, suivant un barème, à certaines catégories de personnes assujetties aux assurances sociales, ou assistées par les bureaux de bienfaisance,

ou âgées de plus de 65 ans, non inscrites aux rôles de l'impôt général sur le revenu, au total 12.500.000 personnes environ.

D. — Critique des projets de loi :

Les trois projets ont ceci de commun qu'ils rattachent de façon plus ou moins étroite l'Office au Ministère de l'Agriculture, et qu'ils réservent une part assez forte dans le Conseil d'Administration à la représentation d'intérêts opposés : agriculteurs et consommateurs.

Ils ne tiennent pas suffisamment compte, ni les uns, ni les autres, des organismes de coopération qui existent déjà et ils semblent vouloir centraliser l'organisation à Paris, sur un modèle uniforme pour toute la France. Ils ne songent pas aux divergences d'intérêts de certaines catégories de producteurs eux-mêmes, à la variété des organismes locaux créés suivant les besoins d'une région, les habitudes et le caractère différents des agriculteurs du Nord et du Midi de la France.

Conforme à l'esprit du parti, le projet socialiste place l'Office dans la main de l'Etat et lui donne une composition plus politique que professionnelle. Il est à craindre que, dans le domaine de la production agricole, l'Etat ne suive de trop loin les intérêts qu'il est tenu de défendre et qu'il ne favorise en définitive le consommateur, au préjudice de l'agriculteur.

L'Office du projet Hennessy est mieux composé que l'Office socialiste. La distinction entre la Commission permanente et l'Assemblée plénière montre un souci de défense professionnelle.

Malheureusement son rôle est purement consultatif.

C'est plutôt un comité d'études qu'un organisme capable d'exercer une action efficace dans l'orientation de la production et de la stabilisation des prix.

A ce sujet, le projet Victor Boret fait un pas en avant. Il prévoit la fixation d'un prix minimum du blé par le Ministre de l'Agriculture. Une telle décision serait accueillie avec joie par les agriculteurs ; mais c'est une erreur économique, comme toute taxation, finalement défavorable à ceux pour qui elle avait été édictée. Si le prix minimum est trop élevé, il aboutit à un accroissement de la production et à une diminution de la consommation. Quant à l'institution d'une taxe compensatrice de l'élévation du prix du pain, les difficultés de la perception et de la distribution aux bénéficiaires suffisent à la faire écarter.

Les autres attributions de l'Office, d'ordre consultatif, ressemblent à celles de l'offre du projet Hennessy. Elles sont très utiles et nécessaires ; mais ce n'est pas le seul aspect du problème.

Si ces divers projets attirent des critiques, c'est qu'ils n'embrassent pas l'ensemble de la question et qu'ils ont fait de l'Office une sorte de Direction nouvelle du Ministère de l'Agriculture.

2° *Les Projets fondés sur l'Organisation
coopérative*

Sans doute, il est impossible d'agir en dehors de l'aide et du contrôle de l'Etat. Mais toute la responsabilité de l'action doit appartenir aux producteurs. Le problème est complexe parce que nous ne trouvons pas en France de groupements coopératifs aussi bien organisés qu'au Canada, aux Etats-Unis, en Australie même, ou en Allemagne. Presque partout, le commerce local et les intermédiaires sont les maîtres du marché, et perçoivent à leur profit la différence entre les bas prix payés à la récolte aux agriculteurs pressés de vendre, et les prix plus élevés auxquels ils revendent leur blé, suivant les besoins de la meunerie.

Mais cela ne signifie pas que l'agriculture soit dépourvue de toute organisation.

A. — L'organisation actuelle en Agriculture et spécialement pour la conservation, la vente ou la transformation du blé.

Les agriculteurs français ont, en général, profité de la loi du 21 mars 1884. Les associations qu'ils ont fondées présentent trois formes : le syndicat, institué pour la défense des intérêts professionnels ; l'association coopérative qui a plus particulièrement la forme d'une entreprise industrielle et commerciale pour l'achat, la vente et le crédit ; la société d'assurances mutuelles.

L'Office National du Crédit agricole, organisé d'après la loi du 5 août 1920, fait des avances à ces associations et aux cultivateurs isolés par l'intermédiaire des caisses régionales et des caisses locales.

Il est assez difficile de distinguer, d'après la terminologie les associations coopératives et les syndicats, car des syndicats font des opérations réservées aux coopératives, et de prétendues coopératives ne sont que des syndicats. La loi du 12 mars 1920 a fait disparaître certaines différences entre les deux formes d'associations, en permettant aux syndicats qui devaient, auparavant, éviter de se transformer en sociétés de consommation et se borner à grouper les commandes de leurs membres, de vendre toutes sortes de produits et instruments utiles à l'agriculture.

Il n'existe pas de liste complète des syndicats et des coopératives, parce que tous ne sont pas viables ou ne sont pas déclarés.

Le rapport de la session de 1931 de la Société des Agriculteurs de France et de l'Union Centrale des Syndicats indiquait 11.623 syndicats groupant 1.583.247 membres, et 4.000 coopératives groupant 500.000 coopérateurs.

Les syndicats et les coopératives locaux s'affilient le plus souvent à un syndicat départemental, lequel fait à son tour partie d'une plus vaste Union Régionale (16), telle que la « Coopérative de l'Union

(16) Cf. Augé Laribé. Syndicats et Coopératives agricoles, p. 101 et suiv.

du Sud-Est », « la Coopérative du Plateau Central », « la Fédération agricole du Centre-Sud ».

A Paris, la « Coopérative de l'Union Centrale des Syndicats » et le « Syndicat Central des Agriculteurs de France » bornent leur rôle à grouper des commandes pour leurs adhérents répartis sur toute la France : adhérents libres, ou syndicats non adhérents affiliés à une Union Régionale et, parfois, Unions Régionales elles-mêmes.

Pour la question du blé qui nous retient, des coopératives d'achat de semences et d'engrais, de vente et de transformation du blé (meuneries et meuneries-boulangeries) existent dans diverses régions de la France, avec des différences dans l'organisation et le fonctionnement.

Le mouvement en faveur du développement de ces coopératives s'est accentué sous l'influence des Chambres d'Agriculture, et sous la pression de la baisse des prix en 1929-1930.

Il n'existe pas d'organisme groupant à la fois l'achat d'engrais et de semences et la vente du blé. L'achat des engrais et des semences est réservé aux syndicats ou à certaines coopératives locales (tels le « Syndicat de Triage et de Sélection de Semences de Beauce », ou la « Société Coopérative des Producteurs de Semences de l'Arrondissement de Melun »). Ces coopératives font aux acheteurs des remises importantes sur les quantités commandées, et exercent une surveillance très sérieuse de la fraude.

Il n'y a pas, en France, d'élevateurs compara-

rables à ceux du Canada et des Etats-Unis. Il n'y a pas non plus d'organisations semblables aux Kornhœuser allemands (Sociétés de vente des céréales, fondées depuis 1896 en Prusse (Halle-sur-Saale), en Saxe, en Wurtemberg, dans la Hesse Nassau et surtout en Bavière, où il existe 80 magasins à céréales) rattachés à l'Union Centrale d'Offenbach ou de Neu-wied ou à l'Union de Revision de la Ligue des Agriculteurs à Berlin et dirigés par la Commission permanente allemande des Kornhœuser (17).

Les Coopératives de vente du blé qui existent en France se présentent sous des formes diverses.

Après la guerre, une dizaine de coopératives pour la vente des Céréales se sont réunies à Paris, dans un « Office des Céréales » (18). L'unité de direction a disparu depuis la dissolution de l'Office, le 1^{er} mars 1924, mais la plupart des coopératives qui en faisaient partie restent prospères.

La Coopérative de vente des céréales en grains la plus connue peut-être est celle de Hochfelden (Bas-Rhin) fondée sous le régime allemand en 1906 et la plus importante, celle de Soissons (19).

Parfois, les agriculteurs ont créé des coopératives pour la transformation du blé en farine. Les plus importantes de ces meuneries coopératives sont

(17) V. Doc. Parl. Ch. 1930, p. 1213 et suiv.

A. Souchon : Les Cartels de l'Agriculture en Allemagne, p. 39 à 72.

(18) Augé-Laribé, op. cit., p. 124 et suiv.

(19) V. les Travaux des Chambres d'Agriculture, fév. 1931.

celles d'Angers, et dans la région de l'Est : Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Châlons-sur-Marne, Chaumont, Romilly (Aube), Vitry-le-François.

D'autres fois, surtout dans le Sud-Ouest et tout particulièrement dans le Gers, c'est le système de la meunerie-boulangerie coopérative où se fait la transformation de la farine en pain, qui prédomine. Le modèle en est constitué par « la Coopérative de Meunerie agricole de Condom » dont quelques particularités méritent d'être citées :

Sont coopérateurs les membres du Syndicat Agricole de Condom qui ont souscrit une part de 25 frs.

Sont adhérents les acheteurs de pain qui ont accepté les conditions de prix, de poids, et de livraison de la société.

L'originalité de la Coopérative de Condom réside dans les modes de vente offerts aux coopérateurs, qui peuvent être rapprochés des procédés des coopératives américaines (20).

1°) Vente au cours du jour choisi par le coopérateur.

2°) Vente au cours moyen de l'année avec avance partielle et versement du supplément à la fin de l'année, majoré d'un intérêt de 5 % et d'une ristourne.

3°) Vente au cours moyen de l'année, réglable en fin d'année majoré de l'intérêt de 5 % et de la ristourne.

Une liste dressée par « l'Union Centrale des Syndicats » indiquait au début de 1931 un total de 41 meuneries ou boulangeries coopératives.

Le problème est différent, suivant que le département est exportateur, importateur, ou consomme approximativement sa production. Dans le dernier cas, le procédé de la coopérative meunerie-boulangerie sur le modèle de celle de Condom est recommandable ; pour les départements exportateurs ce seront plutôt des organisations de stockage pour la vente échelonnée vers les départements importateurs. Cela montre l'insuffisance des projets parlementaires qui ne semblent prévoir qu'un marché unique du blé pour le pays tout entier.

Il semble que la solution idéale du problème du blé en France doive être précisément recherchée d'abord dans l'organisation de nouvelles coopératives créées suivant les besoins et l'esprit des régions ; dans une liaison entre ces coopératives et une certaine hiérarchie qui leur laisserait à chacune leur indépendance, ainsi qu'il résulte de quelques très intéressants projets (21).

B. — Les Projets fondés sur la Coopération pour une meilleure organisation du marché du blé

Pour arriver à une bonne organisation, il faut :

(21) V. notamment un exposé de MM. du Fou, président de l'Union des Coopératives agricoles de vente et de transformation du blé ; Georges Remond, président, et Pierre Hallé, secrétaire général de l'Association Générale des Producteurs de Blé, et une proposition de loi de M. Élémentel. Doc. Parl. Ch. 1930, p. 1.211.

1°) Assurer le logement et la conservation d'une grande partie de la récolte.

2°) Organiser le financement de la récolte dans des conditions assez avantageuse pour ne pas grever l'opération de charges excessives.

3°) Régler l'échelonnement des ventes afin de régulariser les cours.

1° Logement et conservation de la récolte

A l'instigation des Chambres d'Agriculture et de l'Union Centrale des Syndicats, les associations Coopératives d'agriculture devraient organiser suivant les conditions du marché local des meuneries-boulangeries coopératives ou des coopératives de vente.

Dans les régions où le blé est consommé sur place, nombreuses dans le Centre, le Sud-Est, le Midi et le Sud-Ouest de la France, la coopérative pourrait s'entendre avec la meunerie locale, louer ou acheter le moulin et les magasins.

Lorsque les magasins seraient insuffisants et la conservation individuelle impossible, le Crédit Agricole aiderait à la constitution de silos.

Ces silos, d'une capacité de quelques milliers de quintaux seulement, seraient suffisants dans les petites agglomérations groupant à peine quelques communes.

Dans les cas où la production est inférieure aux besoins locaux, l'excédent serait envoyé dans des centres régionaux de stockage où il serait nettoyé,

trié, expédié en lots homogènes vers les centres de consommation ou reporté, les années de surproduction, sur l'année suivante. Dans ces centres, des silos d'une grande capacité seraient nécessaires et construits avec le concours financier de l'Etat.

Les Centres régionaux de stockage devraient être placés à un point stratégique à déterminer où les rapports sont les plus faciles à établir entre la production et les débouchés. Autant que possible, l'Union Régionale des Coopératives locales devrait avoir son siège au Centre de stockage ; le Comité de direction de l'Union des Coopératives serait celui du centre de stockage.

Les Centres régionaux de stockage seraient en rapport entre eux ; la liaison serait faite par un Comité comprenant un représentant de chaque centre régional et un représentant du ministère de l'Agriculture, dont le rôle serait de tenir le gouvernement au courant du fonctionnement et de la gestion des Coopératives et des Unions de Coopératives, afin d'empêcher les abus.

Le commerce ne saurait être supprimé par cette organisation parce que tous les agriculteurs ne sont pas des partisans de la coopération et qu'ils profiteront des efforts accomplis en vue de la stabilisation des prix, ensuite parce que l'importation de blés étrangers sera nécessaire dans les limites du contingent fixé chaque année à la demande du Comité directeur de l'Union des Coopératives Régionales, qui centraliserait tous les renseignements fournis par les producteurs dès la récolte...

Les consommateurs ne seraient pas davantage lésés. Là où cela serait possible, des ententes pourraient intervenir entre les Unions de Producteurs et les Unions de Consommateurs. Et si ces ententes étaient trop difficiles, si contrairement à leur objet, les Unions de coopératives cherchaient à s'assurer un bénéfice trop considérable, le gouvernement aurait toujours la faculté d'arrêter la hausse par un tarif maximum momentané.

Le projet est d'envergure ; il suppose une organisation très poussée de la production qui est loin d'exister encore et qu'il faut en partie créer.

2° La Réalisation pratique du projet de la Construction des silos

Une partie du capital nécessaire à la constitution des silos coopératifs serait fournie sous la forme d'actions par les producteurs eux-mêmes.

On ne saurait cependant se passer de l'aide de l'Etat. La meilleure forme à donner à cette aide serait encore le prêt à long terme par l'intermédiaire des *Caisse*s de Crédit Agricole.

Depuis son institution grâce à une dotation de 40 millions fournie par la Banque de France en paiement du renouvellement de son privilège (loi du 17 novembre 1897, ratifiant la convention du 31 octobre 1896 entre la Banque de France et l'Etat) le Crédit Agricole s'est surtout développé à partir de 1920 :

L'Office National du Crédit Agricole, créé par la loi du 5 août 1920, centralise toutes les demandes de crédit qui lui sont transmises par les 99 caisses régionales, lesquelles reçoivent les demandes de 5.897 caisses locales groupant 433.417 sociétaires en 1929 (22).

Les avances sont consenties à court terme (maximum de 1 an, sur warrant) ; à moyen terme (de 1 à 5 ans pour l'achat de matériel agricole ou de bétail) ; à long terme aux particuliers pour leur faciliter l'accès à la petite propriété ; à long terme aux collectivités : syndicats et coopératives agricoles.

En outre des redevances annuelles de la Banque de France, dont le montant s'élevait, au 31 décembre 1929, à 985.947.644 fr., le Crédit Agricole a reçu, d'une loi du 15 juillet 1928, un crédit de 500 millions à affecter aux prêts à moyen terme, et d'une loi du 4 août 1929, un crédit de 250 millions pour des prêts à long terme.

Avances consenties par le Crédit Agricole au 31 décembre 1929 :

De 1900 à 1920 : 155.010.766 fr.

De 1920 à 1930 : 1.602.745.035 fr.

Total 1.757.755.801 fr.
dont 434.081.762 fr. avaient été remboursés.

(22) Tous les chiffres relatifs au Crédit agricole ont été relevés dans le Rapport publié par l'Office National de Crédit agricole sur l'exercice 1929-1930. Journal Officiel, annexes, 1930.

Au point de vue de la durée des avances consenties, on trouvait, au 31 décembre 1929 :

Crédit à court terme	106.787.693 fr.
Crédit à moyen terme	268.360.000 fr.
Crédit individ. à long terme. .	692.890.000 fr.
Crédit collectif à long terme.	332.744.508 fr.

Le crédit collectif à long terme constitue environ le quart des avances consenties par le Crédit Agricole. Mais, parmi ces avances, celles qui sont octroyées aux coopératives de vente ou de transformation de blé sont de faible importance.

Il faut cependant noter que, dans l'année 1929, des prêts de 1.470.000 fr. furent consentis pour une durée moyenne de 15 ans à 9 boulangeries coopératives groupant 3.006 membres.

C'est dire combien a été faible jusqu'ici le mouvement en faveur de la construction de magasins ou de silos pour le stockage du blé.

Une avance de 500 millions mise à la disposition de l'Office National du Crédit Agricole, en vue spécialement de la constitution de silos, de l'achat de magasins et de moulins faciliterait la création d'organisations déjà importantes.

3° L'aide financière à la récolte

A côté de l'emmagasinage et du stockage en vue des ventes échelonnées, il faut se préoccuper du financement de la récolte de l'agriculteur qui a besoin de reconstituer son fonds de roulement.

Actuellement, l'agriculteur, qui ne veut pas liquider sa récolte à un prix trop faible, peut obtenir des avances en utilisant son crédit personnel ou en offrant une garantie réelle : sa récolte. Le crédit personnel ne peut être employé que par les agriculteurs qui possèdent quelque fortune. Le crédit mobilier, au contraire, est à la disposition de tout agriculteur, propriétaire, métayer, ou fermier. Il a été organisé par la loi du 18 juillet 1898, abrogée par la loi du 30 avril 1906, qui régit actuellement le warrant agricole. Le warrant établi par le greffier de la justice de paix permet à l'agriculteur d'obtenir des prêts de particuliers, de caisses ou établissements de crédit en constituant en gage les produits mobiliers de son exploitation agricole. Les Sociétés coopératives agricoles peuvent également contracter des emprunts de cette façon (art. 1^{er}, al. 2, loi de 1906).

Mais l'emprunt sur warrant se caractérise par le fait que l'emprunteur ne se déssaisit pas de son gage. Le contrôle est par conséquent difficile, onéreux. Le taux élevé de l'intérêt, la difficulté de réalisation du gage, l'incertitude sur sa valeur et, par suite, l'impossibilité du réescompte du warrant par les caisses de crédit font du prêt sur warrant un mode de crédit très peu usité pour les céréales.

Du 1^{er} janvier 1925 au 31 décembre 1928, il a été établi 32.745 warrants. 296.579.183 fr. furent prêtés sur des produits d'une valeur totale de 796.026.534 francs ; 21.802.095 fr. seulement furent avancés sur gage constitué par des céréales d'une valeur totale de 48.654.474 fr.

Le Crédit Agricole s'est montré d'une prudence extrême. Sur des céréales d'une valeur de 11.484.640 fr., il n'a consenti que 3.049.650 fr. de prêts, soit une proportion de 27 % (23).

Ces chiffres indiquent l'impossibilité pratique du warrantage des céréales, et la proportion infime des prêts accordés par rapport à la valeur totale de la récolte : 22 millions de prêts en quatre ans pour des récoltes dont la valeur totale ne fut pas inférieure à 40 milliards.

La nécessité d'une modification du système est certaine ; la réforme projetée ne pourrait toutefois jouer pleinement que lorsque le projet de silos et de magasins coopératifs locaux et régionaux sera en voie de réalisation.

Le blé serait déposé dans les magasins coopératifs. L'agriculteur recevrait le paiement de son blé suivant les formes établies dans les statuts de la coopérative. Cette dernière, pour assurer le paiement, warranterait ses stocks et recevrait des avances des banques et des Caisses de Crédit Agricole. Celles-ci pourraient réescompter les warrants auprès de la Banque de France — qui, au cours d'entretiens, en 1930, avec l'Union Nationale des Coopératives de Vente et de Transformation du blé et l'Office Central de Crédit Agricole, s'est déclarée prête à réescompter les effets souscrits par les coopératives et endossés par les Caisses de Crédit Agricole, à la con-

(23) Chiffres relevés dans un rapport officiel du Ministère de l'Agriculture. Annexes au Journal Officiel, 1930.

dition que ces effets soient revêtus de trois signatures.

L'échelonnement de la vente pourrait être, dans une certaine mesure, garanti par un échelonnement des dates de remboursement des prêts. Il serait déjà assuré par les contrats de ventes échelonnées passées par les coopératives avec l'Etat (24) ou avec les moulins.

Ce système ne peut pas être immédiatement généralisé. Mais déjà il peut être appliqué aux coopératives existantes, et petit à petit l'organisation préconisée se fera. Les avantages du groupement pousseront de plus en plus les producteurs à adhérer aux Coopératives et à fonder des organismes de stockage et de vente avec l'aide du Crédit Agricole, dont nous voyons dans ce projet le rôle primordial.

4° Conclusion

Cette organisation présente bien des aspects de l'organisation américaine dont nous savons les bienfaits pour le marché intérieur.

On objecte cependant que le financement de la récolte exigera du Crédit Agricole un fonds de roulement très important, dont les redevances de la Banque de France réservées plutôt au Crédit indi-

(24) Cf. déc. 6 septembre 1936 et art. 6 du Cahier des Charges, relatif à la constitution et à l'entretien de stocks de blé en application de la loi du 30 avril 1936.

viduel à long terme, ne pourraient fournir qu'une faible partie.

Mais la dotation du Crédit Agricole pourrait s'accroître par un prélèvement sur le droit de douane des céréales qui n'est pas un droit fiscal, mais un droit protecteur, compensateur des bas prix pratiqués sur le marché mondial. Quant aux avances pour la constitution de silos, ce sont des avances remboursables semblables à celles qui sont consenties par l'Etat pour l'électrification des campagnes (loi du 2 août 1923).

On craint ensuite que l'organisme ne tombe dans l'excès de la spéculation. Mais la situation n'est pas du tout la même que celle du Canada. Le commerce conservera une place importante et le gouvernement pourra exercer sa surveillance sur l'élévation illicite des cours : il serait très facile d'abaisser le taux du droit de douane et de supprimer le contingent des farines étrangères. Les craintes de désorganisation du marché que de telles mesures entraîneraient suffiraient à maintenir les cours à un niveau raisonnable.

Par contre, cette organisation aurait des avantages qui en font la meilleure solution du problème national. D'abord elle laisse chaque organisme libre d'agir à sa guise, parce que toutes les régions n'ont pas le même prix de revient et les mêmes conditions de vente.

Ensuite, la coordination des efforts serait assurée par un Comité Central composé uniquement de représentants des groupements intéressés, qui s'oc-

cuperait de traiter les marchés aux meilleures conditions avec les producteurs d'engrais chimiques, et de développer la sélection des semences (25). Engrais et semences seraient rapportés de la coopérative le jour de l'apport de la récolte. D'où une économie de temps et de frais de transport. Il y aurait là un facteur d'abaissement du prix de revient dont le consommateur profiterait lui-même.

Enfin, en groupant toutes les informations relatives aux ensemencements et aux récoltes dont la déclaration exacte serait rendue obligatoire, le Comité Central permettrait aux importateurs, par la fixation au moment voulu du contingent des blés d'importation de faire aux meilleurs prix leurs achats de blés étrangers et de retrouver par là une partie des bénéfices dont les prive le contingent.

Mais la solution dépend également des agriculteurs. Si ceux-ci ne font pas en majorité un effort vers la coopération, l'organisation ne pourra donner que des résultats insignifiants qui ne seraient pas d'une bien grande utilité pendant les années de surproduction. Il faudrait alors avoir recours à des mesures séparées d'une efficacité plus ou moins réelle, telles que celles que nous avons vues en 1930, me-

(25) V. Mme Ch. de Vilmorin : La Sélection du Blé. — L'Europe Nouvelle, 15 nov. 1930, p. 1.668 et suiv.

sures qui ne résultent pas d'une politique d'ensemble, capable de réaliser à la fois l'intérêt des producteurs et des consommateurs et par là du pays lui-même.

CHAPITRE V

LE PROBLÈME EUROPÉEN

Si l'Europe est une unité géographique, elle est loin de réaliser une unité économique ou politique.

Parmi les divers Etats qui la composent, trois groupes bien distincts peuvent être remarqués : le groupe des pays importateurs ; le groupe des pays exportateurs danubiens ; le bloc soviétique.

Nous avons vu que, dans le premier groupe, seule la situation de la France offrait quelque originalité et demandait une étude particulière.

Mais les deux autres groupes sont intéressants à des points de vue différents : le groupe des pays danubiens à cause de l'état déplorable où l'ont mis les conséquences de la surproduction ; le bloc soviétique par suite du danger qui menace tous les pays du monde capitaliste par la mise en œuvre du plan quinquennal.

I. — LE GROUPE DES PAYS DANUBIENS

1° *La situation générale et ses causes*

Dans son livre : « Les Deux Europes » (1), M. Delaisi a tracé un tableau saisissant de la situation de l'Europe.

Il la partage en deux parties suivant la ligne Stockholm - Dantzig - Budapest - Florence - Barcelone - Bayonne ; à l'ouest : l'Europe industrielle, ou du cheval vapeur ; à l'est, l'Europe agricole ou du « cheval de trait ».

L'Europe industrielle est importatrice de blé ; l'Europe agricole est exportatrice.

Les Etats de l'Europe industrielle consommaient en moyenne avant la guerre (1909-1913) 413 millions de quintaux de blé. Ils en produisaient 280 millions, en importaient 133 dont 61 des pays danubiens et de la Russie, et 72 des pays d'outre-mer.

En 1928, la consommation est passée à 454 millions de quintaux. La production est restée stationnaire : 282 millions de quintaux ; les importations ont augmenté de 30 %, passant à 172 millions de quintaux, dont 5,6 seulement venaient des pays danubiens et 162 des pays d'outre-mer.

Après la Révolution de 1917, la Russie a dis-

(1) F. Delaisi : « Les Deux Europes », p. 21 à 32, et *Revue d'Economie Politique*, 1930. p. 1329 à 1349.

paru du marché mondial, remplacée par le Canada, l'Argentine, les Etats-Unis, l'Australie.

Pendant quelque temps, les Etats danubiens, successeurs de l'Autriche-Hongrie, se sont ressentis des suites de la guerre. Petit à petit, la production a cependant repris son essor et ces pays sont redevenus exportateurs.

De 54 millions de quintaux en 1909-13, la production de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie est passée à 78 millions de quintaux en 1924-28, à 82 millions en 1929, à 105 millions en 1930. Encore économiquement peu équilibrés, malgré les efforts de certains d'entre eux, notamment de la Yougoslavie, pour créer chez eux une industrie nationale à l'abri de barrières douanières élevées, ces pays ne peuvent supporter la situation pénible qui leur est faite sur le marché mondial.

La situation de l'agriculture des Etats baltes (Esthonie, Lithuanie, Lettonie, Finlande) de la Tchéco-Slovaquie et de la Pologne (quoique cette dernière soit parfois légèrement exportatrice) n'est pas aussi mauvaise que celle des pays danubiens, parce que ces pays sont d'habitude importateurs et que la solution du problème est pour eux, comme pour la France, d'ordre purement interne.

Pour la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie, le problème est plus délicat parce que, malgré leur voisinage avec les pays « industriels » importateurs, elles ne peuvent concurrencer

les blés d'outre-mer ; le prix de revient de leur blé étant trop élevé et leur qualité médiocre.

Les causes de cette situation sont nombreuses :

1^o) Le remembrement de la propriété dans les pays danubiens a eu de médiocres résultats économiques (2).

Des anciens latifundia, la réforme agraire roumaine a fait des lots d'une dizaine d'hectares distribués aux paysans qui cultivaient le sol en qualité de tenanciers, et à des prolétaires (pour la plupart anciens soldats). Ces petites exploitations ont été cultivées avec un capital d'exploitation rudimentaire et une expérience à peu près nulle de la culture, du moins pour les anciens soldats. Le rendement à l'hectare qui était, en 1909-13, de 12,9 quintaux, tomba à 8,4 quintaux en 1924-28.

La réforme agraire a eu un résultat moins radical en Bulgarie, en Hongrie et en Yougoslavie. Mais dans ces pays aussi la petite propriété prédomine aujourd'hui ; or, le défaut principal de la petite propriété est le manque de capitaux qui l'empêchera de profiter des améliorations techniques de la culture pour l'obtention d'un meilleur rendement et d'une meilleure qualité des céréales. L'organisation incomplète du Crédit Agricole dans ces pays est

(2) V. Wauters : La Réforme agraire en Europe, p. 63 et suiv. — H.-M. Conacher : La Réforme agraire en Europe orientale. — Jousse : la Réforme agraire en Europe depuis la guerre Réforme Sociale, 1925, p. 575 et suiv.

un obstacle très grand à la constitution des capitaux d'exploitation (3).

2°) La mauvaise présentation du blé qui vient du défaut d'outillage pour le battage et l'emmagasinage nuit à une concurrence efficace des blés d'outre-mer, propres et d'une qualité invariable, toujours excellente.

3°) Le mauvais état des routes rend le transport d'un hectolitre de blé du lieu de production à la gare la plus proche, plus cher que le transport de cette gare aux ports des pays importateurs : Gênes, Marseille, Rotterdam ou Londres, par exemple.

Aussi, l'écoulement des blés danubiens est-il très difficile et se fait-il à des taux dérisoires : 40 ou 50 fr. le quintal. Le paysan de l'Europe Centrale et Orientale qui ne peut recourir au Crédit Agricole et doit emprunter à des taux usuraires (4) variant entre 18 et 50 %, est-il sous la menace de l'expropriation.

2° *L'Intérêt de l'Europe occidentale à l'amélioration de la situation des pays danubiens*

L'expropriation qui menace le paysan de l'Europe Orientale, c'est le retour du danger communiste que la Réforme agraire avait eu pour but principal de détourner. Mais l'Europe Occidentale

(3) V. L. Tardy : L'organisation actuelle des établissements nationaux de crédit agricole et l'organisation du crédit agricole international (Agen 1926).

(4) « La Pologne », nov. 1930.

ne voit pas d'un œil favorable l'extension de l'U.R. S.S. Son intérêt est en outre de procurer aux paysans des pays danubiens un pouvoir d'achat assez élevé pour en faire des clients pour ses produits manufacturés dont elle est surproductrice.

Actuellement, le Canada et la République Argentine qui lui fournissent le blé dont elle a besoin emploient les sommes perçues en Europe à l'achat de produits manufacturés américains.

Le Canada, l'Australie et l'Argentine vendaient en 1921 à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne, à la Belgique et à la France, pour 890 millions de dollars et lui achetaient pour 834 millions de dollars (5).

En 1927, ils leur achètent pour 1.019 millions \$ et leur vendent pour 1.581 millions de dollars, soit un solde de 562 millions de dollars employés en paiement de produits industriels aux Etats-Unis avec lesquels ils ont une balance déficitaire de 621 millions de dollars.

Or, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, importatrices de blé, souffrent de la surproduction industrielle et des troubles économiques et sociaux qui l'accompagnent, en particulier du chômage.

Quoique l'Angleterre oriente plutôt sa politique vers une union avec ses Dominions, elle ne peut se désintéresser de l'Europe, surtout si elle trouve dans son intervention une amélioration à sa propre situation.

(5) V. Mémoire sur le commerce international et sur la balance des paiements 1913-1927. — S.D.N. Section économique et financière. Genève 1929.

Quant à l'Allemagne, elle est, par sa position centrale en Europe, le pays le plus intéressé à une organisation économique européenne.

Pour la France, c'est une question moins économique que politique. Elle verrait d'un œil très favorable le développement de la richesse de la Yougoslavie et de la Roumanie avec qui elle est liée par des traités d'amitié (6).

L'Italie serait peut-être le pays le moins favorable à une solution des difficultés des pays danubiens. Cependant, la crainte du voisinage immédiat du communisme l'oblige à aider la petite propriété paysanne de ces pays.

De là, la résolution du Conseil économique de la Société des Nations dans sa session de mars 1930, invitant dans le protocole de Genève du 24 mars 1930, les pays de l'Europe Centrale et Orientale à s'unir et à étudier en commun la solution du problème.

3° Les Conférences et les Projets de Solution du Problème

L'appel du Conseil Economique de la S.D.N. a été entendu. Des conférences se sont tenues en 1930 et au début de 1931, à Bucarest, à Sinaïa, à Varsovie, à Belgrade et à Paris.

La première Conférence réunit à Bucarest des

(6) Traités du 10 juin 1926 avec la Roumanie ; 11 novembre 1927 avec la Yougoslavie.

représentants de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie. Le protocole de la Conférence porte la date du 24 juillet 1936.

Puis, la Roumanie et la Yougoslavie échangent des vues à Sinaïa (2 août 1936).

À la Conférence de Varsovie (1^{er} septembre 1936) le cercle s'agrandit. Huit pays, représentant un bloc de plus de cent millions d'habitants, se réunissent : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

À ces conférences, des idées sont dégagées (7) qui présentent des solutions réalisables par voie d'accords internationaux bilatéraux ou plurilatéraux et des solutions s'appuyant sur la collaboration des pays agricoles de l'Est européen.

A. — Les pays demandent d'abord un traitement douanier préférentiel aux pays importateurs d'Europe en faveur des produits agricoles d'origine européenne.

Ils réclament ensuite l'abolition des mesures de protection indirecte. À ce point de vue les pays décident de saisir la S.D.N. d'un projet visant la conclusion d'une convention internationale pour l'abolition des primes directes et indirectes à l'exportation des produits agricoles.

B. — Les protocoles des Conférences prévoient en outre la collaboration entre les pays agricoles :

(7) Europe Nouvelle: 13 septembre 1936. Doss. 110.B. — Art. de M. Virgilé Madgéaru, et protocoles des Conférences de Bucarest et de Varsovie.

1° L'organisation d'un service d'informations permanent sur la vente des produits agricoles par la collaboration des instituts d'exportation et l'unification des méthodes statistiques relatives à l'exportation des produits agricoles.

2° La nomination d'une commission technique financière chargée d'élaborer un projet contenant les prescriptions juridiques nécessaires pour l'organisation du Crédit agricole de durée intermédiaire : 6 mois à 5 ans, d'une manière uniforme dans tous les Etats signataires.

3° La réunion périodique (une fois l'an au minimum) de conférences des dirigeants de la politique de ces Etats.

4° La création d'un Comité permanent d'Etudes Economiques.

Le Comité permanent d'Etudes Economiques, formé des représentants des Etats réunis à Varsovie, s'est réuni à Bucarest du 18 au 21 octobre 1930, et à Varsovie, du 10 au 13 novembre 1930 (8).

Il a étudié la question du Crédit Agricole à court et à moyen terme, estimant nécessaire l'organisation de ce crédit pour permettre aux paysans d'améliorer leur situation :

Le crédit à court terme (maximum : 18 mois), destiné à l'aide financière à la récolte et à l'amélioration de la qualité de la production ;

(8) Europe Nouvelle. 10 janvier 1931, Dossier 110 B.

Le crédit à moyen terme pour l'achat du cheptel, mort et vivant, la réparation, l'aménagement et la réparation des bâtiments.

La Conférence de Paris s'est préoccupée des moyens de réalisation de ce crédit.

Une Conférence s'est tenue à Belgrade les 10, 11 et 12 novembre 1930, entre des représentants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Yougoslavie (9). Elle a prévu la création d'un organisme de vente dans chaque pays exportateur et pour chaque produit agricole : froment, seigle, maïs. Le but de cet organisme serait de contrôler la quantité de marchandises offertes pour l'exportation et de garantir la vente à l'étranger aux conditions et au prix fixés par un bureau Central.

La Conférence de Belgrade a préparé la voie à la Conférence réunie à Paris du 23 au 28 février 1931, sur l'invitation de la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne.

La Conférence de Paris, qui a été la première manifestation pratique en vue d'une union économique européenne, a groupé les représentants de 24 Etats sur les 27 Etats européens membres de la S. D. N. (l'Albanie, le Portugal et la Norvège s'étaient excusés) (10).

(9) V. Europe Nouvelle, 10 janvier 1931, et Journée Industrielle, 16 janvier 1931.

(10) Journée Industrielle des 24, 25, 26, 27, 28 février et 1^{er} mars 1931.

Les 24 et 25 février, la Conférence s'est occupée des moyens d'écouler l'excédent de céréales actuellement disponible.

Les 26 et 27 février, les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Estonie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Norvège, de la Suisse, de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougoslavie se sont réunis pour étudier le problème de la répartition des excédents futurs.

a) Pour l'écoulement de l'excédent actuellement disponible, la Conférence a publié une résolution qui tourne très élégamment la difficulté.

Elle constate d'abord que les excédents ne représentent qu'une faible partie des besoins des pays importateurs : à peine quelques millions de quintaux par suite du découragement des agriculteurs danubiens, qui ont accru leur consommation de pain et qui ont surtout alimenté leur bétail avec du blé, quoique cela soit d'habitude une mauvaise spéculation.

Les pays normalement acheteurs des blés des pays considérés, tels que l'Allemagne ou l'Autriche, et les pays qui n'ont pas l'habitude d'importer leur blé de ces pays ont tous manifesté leur volonté d'acheter les stocks disponibles. Il était difficile, à une conférence, d'entrer dans le détail des opérations commerciales. Les pays n'ont pu que s'engager à provoquer le plus tôt possible les contacts nécessaires pour réaliser ces transactions.

Cette résolution n'engage en réalité personne ; et il est à craindre que l'intérêt des importateurs ne

les pousse de préférence à l'achat de blés d'outre-mer de qualité bien supérieure.

b) La résolution sur la répartition des excédents futurs attire l'attention sur les points suivants :

1° La discussion des avantages d'ordre douanier a donné lieu à d'ardentes controverses parce que les Etats importateurs européens redoutent des représailles de la part des pays d'outre-mer.

2° La solution est plutôt dans un abaissement du prix de revient qui permettra une concurrence efficace des blés extra-européens (en particulier, amélioration des conditions du transport) ; dans une sélection des semences et une meilleure présentation des grains ; et surtout dans un programme plus vaste : l'organisation de la culture avec l'aide du Crédit Agricole International et la création d'une Institution Internationale de Crédit hypothécaire.

Un comité d'études pour l'Union européenne est chargé de mettre au point cette organisation. L'Europe Centrale est écrasée sous le taux usuraire de l'intérêt. La France et l'Angleterre ont des capitaux disponibles qu'elles offrent à un intérêt moyen de 4 %. Si l'organisation du Crédit agricole International présente toutes les garanties convenables, rien ne s'oppose à son développement, avec l'aide de ces capitaux, par l'organe de la Banque du Crédit Hypothécaire International, qui jouerait, à ce point de vue, pour les pays danubiens, le rôle que joue, en France, l'Office National de Crédit Agri-

cole (fixation du taux de l'intérêt des diverses catégories de prêts, unité de direction pour les Offices Nationaux affiliés) ; et un rôle plus particulier : centralisation, répartition et change des capitaux étrangers. Un Office National recevrait dans chaque pays les directives et les capitaux de la Banque Internationale et les répartirait à des organismes locaux. La garantie de l'Etat, l'hypothèque sur les immeubles et le gage mobilier seraient les sûretés de remboursement de ces créances.

C'est le principe théorique. Il est permis d'être un peu sceptique sur les facilités de son application.

Si les capitaux ne veulent pas s'engager sur le marché national (les banques refusent d'escompter des warrants ou même de consentir des prêts sur caution, à cause de la difficulté de réalisation du gage), ces mêmes capitaux consentiront-ils à passer les frontières pour s'investir dans des entreprises de coopération agricole dans des pays sans doute très sympathiques, mais dont la situation monétaire et financière est encore instable ? Il faut l'espérer, puisque c'est la condition principale de l'amélioration du sort de l'agriculture en Europe Centrale et Orientale, par une meilleure rémunération des produits du sol et une meilleure concurrence des céréales d'outre-mer.

Toutefois, ce n'est là qu'un palier vers une solution plus générale, car la surproduction mondiale fera toujours sentir ses effets : aussi la question des cultures de remplacement se pose-t-elle aussi pour ces pays. La Bulgarie a développé ses cultures flo-

rales ; la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie peuvent se tourner vers l'élevage de la volaille et du bétail. Ce serait le rôle des divers Offices Nationaux de Crédit Agricole en liaison avec le gouvernement et les associations de producteurs de centraliser les renseignements et de diriger dans une certaine mesure la production par l'octroi de crédits plus importants aux formes de culture ou d'élevage qu'ils estiment préférables.

La conférence de Varsovie entre huit puissances de l'Europe Centrale et Orientale ; la Convention d'Oslo du 22 décembre 1930 (11), qui, sur un autre terrain, a constitué une véritable trêve douanière entre la Belgique, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède et surtout la Conférence de Paris entre 24 pays européens indiquent un état d'esprit nettement orienté vers une coopération économique européenne.

Néanmoins, les intérêts de chacun des Etats semblent trop divergents pour arriver à une entente capable d'aboutir à des résultats très efficaces.

L'Europe a cependant pris conscience de la nécessité de l'union en face d'un danger commun à tous les pays qui la composent, danger provoqué par la politique de production industrielle et agricole à outrance, suivie par les pays d'Amérique, sans harmonie avec les besoins véritables du monde, ou par la politique de désorganisation des marchés

(11) V. Europe nouvelle, 10 janvier 1931.

capitalistes inaugurée pendant l'automne de 1930, par l'U. R. S. S.

Nous avons vu les essais de défense contre la concurrence des pays d'outre-mer. Il nous faut maintenant étudier le danger qui menace le marché du blé du fait de la politique de l'U.R.S.S., et les moyens de défense à employer pour protéger, non plus seulement les producteurs des pays importateurs ou ceux de l'Europe Orientale, mais ceux même des pays exportateurs, d'Amérique, ou d'Australie.

II. — LA POLITIQUE DE L'U.R.S.S. ET SON INFLUENCE SUR LE MARCHÉ DU BLÉ

De 1909 à 1913, la Russie exportait en moyenne annuellement 43 millions de quintaux de blé.

Tant que l'U.R.S.S., qui a succédé à la Russie, s'est débattue dans les difficultés de l'adaptation à une économie nouvelle, les autres pays ont pu l'ignorer. Un grand pays consommateur avait sans doute disparu, mais plus encore un concurrent redoutable pour les pays exportateurs.

Dans la période 1924-29, l'U.R.S.S. n'a exporté, en moyenne, que 3 millions de quintaux de blé par an, défection très heureuse pour les pays d'outre-mer.

En 1928, les Soviets ont élaboré un vaste plan

quinquennal (12) pour l'édification économique de l'U.R.S.S. Ce plan, qu'ils se sont proposés de réaliser de 1928 à 1933, prévoit, au point de vue agricole, la disparition progressive des « Koulaks » (bourgeoisie rurale) et leur remplacement par des coopératives de production (« Kolkhoses » et Sovkhoses ») où l'esprit individualiste est complètement sacrifié à l'idéal collectiviste.

De 2.300.000 hectares en 1928, la superficie cultivée par le secteur collectif devait, sous l'impulsion du « Zernotrust » (trust des céréales) passer en 1933 à 27 millions d'hectares, auxquels il faut ajouter 5 millions d'hectares que les domaines nationaux devraient avoir mis en culture à cette date.

Au projet d'extension d'ensemencements, se joint celui de l'amélioration des semences et de la construction rationnelle de tracteurs et de machines agricoles et la mise à la disposition des villages de ces machines par la création de tracteurs et de colonnes de tracteurs, dont le nombre doit augmenter de 30.000 à 400.000.

Une somme de 23 milliards de roubles doit être investie dans les entreprises collectives.

Grâce aux améliorations techniques de la culture (25 % des surfaces ensemencées recevront des engrais), le plan quinquennal assure pour 1933 une augmentation globale de la production de 55 %.

(12) V. Grinko. Le Plan quinquennal, p. 165 à 223.

Staline. Discours sur le Plan quinquennal.

A. Aftalion. Le grand plan quinquennal des Soviets : Le Capital, 4 octobre 1929.

Après prélèvement d'un fonds gouvernemental de 300 millions de pouds, la quantité de blé exportable en 1933 devra être de 500 millions de pouds (environ 80 millions de quintaux).

Dès 1930, le plan quinquennal donnait des résultats sensibles. L'U.R.S.S. redevenue exportatrice offrait en six mois (août 1930 à janvier 1931) à un prix inférieur au prix mondial, près de 20 millions de quintaux de blé qui venaient s'ajouter aux stocks des pays d'outre-mer.

Du point de vue économique, on ne peut pas condamner l'exportation de l'U. R. S. S., plus qu'on ne peut condamner l'augmentation de la production en Australie et en République Argentine en 1930.

La quantité de blé exportée par les ports de la mer Noire et de la Baltique a été seulement la moitié de l'exportation normale de la Russie d'avant-guerre. L'habitude avait été prise de rayer l'U.R. S.S. du monde économique. Quel que soit le régime qui la gouverne, la Russie n'en reste pas moins un pays d'une étendue immense de 21.176.000 km², peuplé de près de 160 millions d'habitants, aussi peuplé et aussi étendu que le bloc de l'Amérique du Nord et du Centre. Ses richesses naturelles sont considérables.

Si la Russie n'avait pas été bouleversée par la Révolution, la crise de surproduction du blé se serait sans doute déclenchée beaucoup plus tôt. Il ne faut donc voir, dans l'exportation soviétique, quels que soient les moyens par lesquels elle est obtenue, qu'un fait économique normal.

Ensuite, l'U.R.S.S. se trouve dans la même situation que l'Australie et que l'Argentine, quoique à un degré moindre pour celle-ci ; elle doit exporter à tout prix pour se procurer les devises étrangères qui serviront au paiement de ses achats de matières premières et d'objets manufacturés.

Le mot « dumping » a été souvent employé pour qualifier les exportations soviétiques, parce que l'U.R.S.S. offre ses marchandises sur le marché international à un prix plus bas que les autres pays. Ce prétendu « dumping » n'est pas, en réalité, plus répréhensible que l'offre, sur le marché français, à 100 fr. le quintal de blés canadiens, dont le prix de revient est de 92 fr., alors que le prix de revient du quintal de blé français est au minimum de 130 francs.

Par la socialisation de la terre et du capital, par la rémunération en nature du travail et de l'entreprise, l'U.R.S.S. a abaissé le prix de revient à un niveau que les pays soumis aux lois de l'économie traditionnelle ne pourront jamais atteindre.

Quel que soit le prix auquel l'U.R.S.S. vendra ses produits, ce prix constituera toujours un bénéfice pour elle. Il y a moins un acte de concurrence déloyale dans ces exportations, que dans le système du bon d'importation ou du remboursement du droit de douane usité depuis longtemps en Allemagne et récemment en France.

Si le peuple russe accepte, sans soulèvement, de participer à la réalisation du plan quinquennal, le retour au chiffre des exportations d'avant-guerre

et la vente aux prix les plus bas possibles peuvent être envisagés. Sinon c'est la faillite du régime collectiviste.

Comme il n'est guère possible d'entrevoir les réalisations futures du plan quinquennal, les pays à régime capitaliste doivent, dès maintenant, organiser la défense de leurs producteurs. Les consommateurs, conscients surtout de leur intérêt immédiat, ne manqueront pas de se sentir lésés par cette protection. Celle-ci est, pourtant indispensable, car le sort de l'économie classique à base de liberté et de propriété individuelle est en jeu. Ne pas accepter la lutte, c'est reconnaître la supériorité du régime collectiviste.

La seule solution est ici la barrière douanière : grâce à une spécialisation très poussée des qualités de blé, une prohibition d'entrée des produits soviétiques sera obtenue. Une telle solution porte atteinte à la politique traditionnellement libre-échangiste de quelques pays, dont l'Angleterre, mais il n'y a pas, pour les Etats, d'autre moyen de défense.

Pour le blé, une action d'ensemble, résultant d'une Conférence générale des pays exportateurs et des pays importateurs, est inutile ; car les pays exportateurs sauront bien interdire l'entrée de blés étrangers dont ils n'ont pas besoin. Quant aux pays importateurs, ils ont tous, plus ou moins (même les pays à politique libre-échangiste) le souci de la défense de leur agriculture ; ils ont par conséquent intérêt à interdire l'importation de blés soviétiques puisqu'aucun droit de douane ne pourrait être assez

élevé pour leur empêcher l'entrée sans fermer en même temps la frontière aux blés d'outre-mer qu'il convient de sauvegarder.

Après avoir parcouru les aspects divers du problème du blé, il faut tenter d'aboutir à une conclusion. Il n'est guère facile d'être optimiste.

D'un côté, une surproduction que l'organisation ne peut parvenir à enrayer, parce que l'esprit coopératif n'est pas assez développé dans le monde.

De l'autre, un plan grandiose qui vise à une aggravation de la surproduction, plan présomptueux, peut-être, mais sur la réalisation duquel il est prudent de tabler pour n'avoir pas ensuite de désillusions.

Et, en face de cette production qui croît à un rythme trop accéléré, une tendance marquée à la diminution de la consommation individuelle et une extension importante très peu probable des débouchés vers l'Asie et les pays tropicaux de l'Afrique ou de l'Amérique.

Envisager une coopération mondiale et une distribution harmonieuse du blé est une chimère. D'abord, l'U.R.S.S. n'acceptera jamais de collaborer avec le reste du monde, du moins loyalement, puisque son plan quinquennal est une déclaration de guerre aux pays capitalistes.

Toutefois, devant la résistance de ces pays à leur offensive économique, les Soviets, qui ne peu-

vent plus maintenant vivre isolés, ne se refuseront sans doute pas à une entente avec les pays exportateurs afin de réaliser au détriment des paysans russes une excellente opération commerciale. Cette entente, d'ailleurs, sera surtout un bénéfice pour l'U.R.S.S. elle-même.

Les pays exportateurs, en effet, souffraient de la surproduction avant la concurrence de l'U. R. S. S. ; quelle sera leur situation si cette dernière retrouve et dépasse les excédents d'exportation d'avant-guerre ?

Ensuite, une entente entre les pays d'outre-mer et les pays de l'Europe est très difficile, parce que les intérêts de ces pays sont trop divergents. Les conférences mondiales permettront des échanges de vues et apporteront de précieuses informations sur l'état de la culture et du marché du blé dans le monde ; ce résultat est très appréciable, sans doute, mais insuffisant. C'est, en effet, la leçon qui se dégage des résolutions de la conférence qui s'est tenue à Rome (1) du 26 mars au 2 avril 1931, entre les représentants des pays importateurs et exportateurs d'Europe, de l'U. R. S. S. et des pays exportateurs d'outre-mer, à l'exception des Etats-Unis.

Les résolutions de la Conférence ont mis en lumière le souci de développer la consommation du blé, d'utiliser les renseignements statistiques fournis par l'Institut International d'Agriculture et de

(1) Journée Industrielle, 5-7 avril 1931.

préparer l'organisation du Crédit agricole international.

Au point de vue de la production et du commerce du blé, la conférence a recommandé aux pays importateurs, qui ne peuvent réduire leur production, une organisation en vue de l'achat des blés importés; aux pays exportateurs un plan commun à élaborer dans des conférences ultérieures pour l'écoulement des stocks actuels et la préparation de la campagne de vente de 1931-32.

Ces solutions auront, semble-t-il, un effet très limité, parce que l'organisation des importations n'en augmentera pas le volume, et que les pays exportateurs d'Europe et ceux d'outre-mer ont des intérêts opposés.

Si une action internationale entre pays importateurs et pays exportateurs est possible, c'est plutôt dans une entente entre les divers pays de l'Europe, l'U.R.S.S. exceptée, qu'il faudrait en voir la réalisation.

Et cette entente, malgré quelques résultats obtenus en 1930 et au début de 1931, sera très difficilement générale et loyale, parce qu'elle ne parviendra pas à concilier tous les intérêts. Pour l'écoulement des stocks excédentaires de blé de l'Europe Centrale et Orientale vers les pays de l'Europe Occidentale importatrice, la solution, très simple pourtant, qui aurait consisté dans l'établissement d'un droit de douane préférentiel, n'a pu être retenue, par crainte de représailles. Les pays impor-

tateurs se sont contentés d'offrir des promesses vagues et des conseils en vue d'obtenir un abaissement du prix de revient qui permettra une meilleure concurrence des blés d'outre-mer.

Malgré les protestations de volonté de coopération, chaque pays demeure individualiste en dépit de l'intérêt général et parfois de son propre intérêt.

Quant aux essais d'un « Cartel du Blé » des pays exportateurs d'outre-mer, nous savons, d'après les conférences de Saint-Paul, de Kansas-City et de Regina, ce qu'il faut en penser. Le Cartel est réalisable sans doute ; mais un Cartel d'agences de vente seulement. Pour ne pas être exposé à la faillite et avoir le succès relatif qu'obtiennent les Cartels dans l'industrie, il devrait être capable de régler la production en agriculture et d'obliger le fermier à suivre ses directives.

Or, dans l'état actuel de la science des prévisions agricoles, il est impossible de se faire une idée exacte de l'importance des récoltes futures ; et l'esprit des agriculteurs est encore trop spéculatif pour accepter d'être bridé par les règles de la coopération.

La politique du report des excédents et d'essai de stabilisation des prix, utile sur le marché intérieur, serait néfaste au Cartel de vente pour l'exportation puisqu'elle encouragerait la production que rien ne saurait limiter.

A quel moment les fermiers se rendront-ils

compte de la nécessité d'obéir à une volonté supérieure à la leur ? Rien ne peut l'indiquer. Cependant il faudra bien en venir là puisque c'est la seule solution.

Pour l'instant, la seule conclusion à tirer de cette étude est pessimiste.

Jusqu'au réajustement de l'offre à la demande les entreprises les plus faibles des pays exportateurs seront sacrifiées ; mais dès que les prix retrouveront un niveau rémunérateur, comme le blé est une plante annuelle, la progression des ensemencements et de la production reprendra aussitôt pour atteindre rapidement le point de surproduction. Un autre cycle s'ouvrira alors.

C'est donc, sans redouter une crise permanente de surproduction, théoriquement impossible, une ère de crises périodiques de surproduction qui menace l'agriculture industrialisée des pays d'outre-mer.

Pour les pays danubiens, l'amélioration de leur sort dépend, dans une large mesure, des progrès techniques que leur agriculture est capable de réaliser, et de la tournure que prendra la politique de « l'Union Européenne ».

Un aspect plus heureux du problème est offert dans les pays importateurs. Dans ces pays, les producteurs de blé seront privilégiés puisque l'offre est, à l'abri des barrières douanières, inférieure aux besoins. Encore ne faut-il pas tomber dans l'erreur d'encourager l'agriculture nationale jusqu'au point

d'exportation. La France, en particulier, ne doit pas, comme en 1930, courir le risque d'une nécessité d'exporter. Mais si les producteurs français savent s'organiser, reporter leurs excédents sur les années déficitaires, toute crainte des conséquences de la surproduction sera écartée pour eux.

Vu, Le Président :

AFTALION

Vu, Le Doyen :

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- A. AFTALION. — Les Crises Périodiques de Surproduction (Paris, 1914).
- J. LESCURE. — Les Crises Générales et Périodiques de Surproduction (Paris, Sirey 1923).
- C. PERREAU. — Cours d'Economie Politique (4^e éd., 1928).
- H. TRUCHY. — Cours d'Economie Politique (Sirey, 1927).
- M. AUGÉ-LARIBÉ. — Syndicats et Coopératives agricoles (A. Colin 1926).
- V. BORET. — Pour ou contre la Terre (Hachette 1930).
- F. DELAISI. — Les Deux Europes (Payot, 1929).
- Ch. GIDE. — Les Associations Coopératives agricoles. Cours professé au Collège de France : 1924-25.
- G. GRINKO. — Le plan quinquennal (Paris, 1930).
- L. d'HAUTESERVE. — Le Blé au Canada (Paris, 1931).
- J. et H. HITIER. — Les problèmes actuels de l'Agriculture (Payot, 1923).
- F. MILONE. — Il grano (Bari. Latenza e Figli, 1929).
- R. MUSSET. — Le Blé dans le Monde (Berger-Levrault, 1923).
- J. STALINE. — Discours sur le plan quinquennal (Paris 1930).
- A. SOUCHON. — Les Cartels de l'Agriculture en Allemagne (Paris, 1903).
- WAUTERS. — La Réforme agraire en Europe (Bruxelles 1928).
- D. ZOLLA. — Le Blé et les Céréales (Paris, 1909).
- J. AUVRAY. — La loi du 5 août 1920 sur le Crédit Agricole (Thèse, Paris, 1927).
- J. CHALES. — La Transformation du problème douanier, relativement au blé (Thèse, Paris, 1901).
- J. DANNEMULLER. — La Politique française du Blé (Thèse, Fribourg, 1924).
- J. LANGLOIS. — La Politique du blé en France, de 1914 à 1925 (Thèse, Paris, 1926).
- G. SCHWOB. — Le Contrat de la London Corn Trade Association (Thèse, Paris, 1928).

Revues :

- Annuaire International de Législation Agricole, 1929.
Annuaire Statistique International, 1914 et 1930.
Bulletin Quotidien de la Société des Etudes Economiques,
1925 à 1931.
Bulletin de la Statistique Générale de la France et du Service
de la Stabilisation des Prix, 1929.
Bulletin des Halles, décembre 1930-janvier 1931.
Le Capital, 4 octobre 1929, 17 janvier 1931.
Cote Bodenheimer, 1930-31.
Der deutsche Volkswirt, 9 janvier 1931.
L'Economiste Européen, 20 juin 1930.
L'Europe Nouvelle, Dossiers 49 B, 110 B et suiv.
L'Economie Internationale, juillet-octobre 1930.
L'Economist, 13-20 février 1926.
Les Forces Economiques du Monde (Dresdner Bank) 1930.
Jahrbücher für National OEkonomie und Statistik, 1930-31.
Journal des Economistes, 15 juin-15 novembre 1930.
La Journée Industrielle, décembre 1930 à mars 1931.
Le Journal Officiel (Lois et Décrets. Documents Parlementaires
et Annexes).
Magazin der Wirtschaft, décembre 1930.
La Meunerie Française, 1930.
Milling and baking qualities of World Wheats. U.S.A. Dt of
Agriculture, octobre 1930.
Le Port du Havre, 1930.
La Réforme Sociale, 1925.
Revista di Politica economica, 1930.
Revue d'Economie Politique, 1927, 1929, 1930.
Revue d'Economie Rurale, 1929 et 1930.
Revue d'Economie Internationale, 1930.
Revue des Deux Mondes, 1^{er} juin 1930.
Revue de France, 1^{er} octobre 1930.
Revue Internationale d'Agriculture, 1927 à 1930.
Revue Politique et Parlementaire, 1929-1930.
Statistique Agricole Annuelle (Ministère de l'Agriculture, 1909
à 1930).
Statistique Internationale du Mouvement de la Population.

The Northwestern Miller and American Baker, août-déc. 1930.

Les Travaux des Chambres d'Agriculture, oct. 1930, mars 1931.

Wheat Studies (Food Research Institute of Stanford University), 1929 et 1930.

Wirtschaftliches Dienst, 5 juillet 1929.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — LA PRODUCTION.	
I. La théorie de la Rente et la production du blé ..	15
II. Les superficiesensemencées dans le monde	20
III. La production mondiale	22
IV. Le rendement à l'hectare	24
CHAPITRE II. — LE COMMERCE INTERNATIONAL.	
LA CONSOMMATION	31
I. La Population	31
II. La Consommation	32
III. Le Commerce	36
IV. Les Stocks	41
V. Les Prix	42
VI. La Politique douanière des pays importateurs ..	43
VII. L'avenir de la consommation en Asie et dans les pays tropicaux	47
CHAPITRE III. — LE PROBLÈME DANS LES PAYS EXPORTA- TEURS D'OUTRE-MER. ESSAIS DE SOLUTION PAR L'ORGA- NISATON	
I. L'organisation au Canada.	51
1° La création et les attributions du Pool	52
2° L'œuvre du Pool	55
3° Les vices du Pool	59
II. L'organisation aux Etats-Unis.	
1° L'organisation coopérative avant la créa- tion du Farm Board	63
2° La création et les attributions du Farm Board	65
3° Les réalisations du plan du Farm Board ..	67

III. L'Organisation en Australie	73
IV. Les Essais d'entente internationale entre les associations de vente du blé	75
CHAPITRE IV. — LE PROBLÈME NATIONAL	79
I. La situation générale	80
II. Les thèses en présence : libre échange ou protection	88
III. La politique gouvernementale pendant la crise de 1929 :	
1° Le droit de douane	94
2° La réglementation de l'admission temporaire	97
3° Le Remboursement du droit de douane ..	98
4° Le Stockage	99
5° La réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris	100
IV. Les Projets d'organisation de la vente et du stockage des blés	102
1° Les projets de loi	103
2° Les projets fondés sur l'organisation coopérative	110
A. L'organisation actuelle en agriculture et spécialement pour la conservation, la vente ou la transformation du blé	110
B. Les projets fondés sur la coopération pour une meilleure organisation du marché du blé....	116
1° Logement et conservation de la récolte..	116
2° Réalisation pratique du projet de construction des silos	118
3° L'aide financière à la récolte	120
4° Conclusion	123
CHAPITRE V. — LE PROBLÈME EUROPÉEN	127
I. Le Groupe des Pays danubiens.....	128
1° La situation générale et ses causes	128

2° L'intérêt de l'Europe Occidentale à l'amélioration du sort des pays danubiens....	131
3° Les conférences et les projets de solution du problème	133
II. La politique de l'U.R.S.S. et son influence sur le marché du blé	141
CONCLUSION	147
BIBLIOGRAPHIE	153

